Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 21 FEVRIER
N° 381 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942
* *

Le prolétariat textile du Nord face à la crise

Le redéploiement à quel prix ?

Voir p. 12

AFFAIRE DE BROGLIE :

Un général inculpé

Le 29 décembre, Poniatowski déclarait dans une conférence de presse que tous les protagonistes de l'affaire de Broglie étaient découverts et que l'affaire était terminée. De quoi aviez-vous peur M. Poniatowski pour enterrer aussi vite cette affaire ?

Lire en p. 3

CREYS-MALVILLE, GERSTHEIM, BROKDORF

WEEK-END DE LUTTE CONTRE LE PROGRAMME NUCLEAIRE

Samedi à Brokdorf (Allemagne) : routes bloquées dans un rayon de 20 km. 40 000 manifestants.

Les «Assises de la légitime défense contre Super-Phénix» ont réuni samedi et dimanche plus de 2 000 personnes à Morestel (Ain), près du site prévu pour la construction du surrégénérateur. L'atmosphère était à la détermination, à l'offensive. Les participants, habitants de la région, militants écologistes, syndicaux, politiques, savants qui étaient venus de diverses régions de France et même de Suisse, se sont employés à répondre à la question : *«Que pouvons-nous ensemble contre Super-Phénix ?»*

A l'issue des travaux, quatre types d'action ont été retenus :
1) Lancement d'une campagne pour l'auto-réduction de 15 % des factures EDF.
2) Actions directes visant à retarder ou bloquer les travaux : l'ensemble des participants aux Assises se déclare solidaire de toutes les actions de ce type dans la mesure où est préservée l'intégrité physique des personnes ; un système de centralisation des informations (trajet des camions de matériel, usines sous-traitantes, etc) a été mis en place ainsi qu'un réseau d'alarme.
3) Municipales : un questionnaire très précis sera adressé à tous les candidats. Les Assises ne présenteront pas elles-mêmes de candidats.
4) Une grande marche sur Malville est prévue pour juillet, un calendrier précis va être établi pour permettre la coordination des luttes.

Ces Assises qui ont été un succès, marquent la reprise de l'offensive contre Super-Phénix. Dès ce lundi matin, une action de blocage des travaux a eu lieu sur le site ; un groupe de militants a attendu l'arrivée des ouvriers et a engagé la discussion avec eux sur la nature du projet Super-Phénix.

Voir p. 6

SERCÉ, MESNEL, DUDEFFANT :

TROIS USINES ÉVACUÉES PAR LES FLICS EN 48 H

LE POUVOIR NE FERA PAS TAIRE LES TRAVAILLEURS

Lire notre article en p. 4

Le voyage de Rabin à Paris

LE GOUVERNEMENT PRÊT À LIVRER DES MILITANTS PALESTINIENS À ISRAËL ?

Tandis que Guiringaud participe aux manœuvres impérialistes au Moyen-Orient, des négociations sur les accords d'extradition ont commencé vendredi, entre le ministère des Affaires Etrangères français et l'ambassade d'Israël. Après l'affaire Abou Daoud où les sionistes avaient exigé une collaboration étroite de l'Etat français à la répression contre la Résistance Palestinienne, le gouvernement français est prêt à des concessions en livrant des militants palestiniens aux sionistes, attentif aussi à leurs exigences avant le voyage de Guiringaud en Israël et celui de Rabin à Paris.

PRÉPARATION DU VOYAGE DE BREJNEV

L'AMBASSADEUR RUSSE ATTAQUE LA PRESSE FRANÇAISE

En sortant de l'Élysée où il venait de remettre à Giscard une lettre où Brejnev annonçait sa visite avant le mois de juillet et félicitait la France pour sa fidélité à la politique de «détente», Tchervonenko a grossièrement attaqué la presse française, l'accusant de nuire aux relations entre la France et l'URSS. Faisant régner la terreur en URSS et dans les pays de l'Est, le régime de Brejnev n'admet pas qu'on parle de ses crimes et veut dicter sa loi en Europe. Tchervonenko sait de quoi il parle : il était ambassadeur en Tchécoslovaquie en 1968 !

Lire notre article en p. 6

Interview d'un responsable CFDT de la «Française de Mécanique» de Douvrin

(Renault-Peugeot-Volvo)

Luttes sectorielles et lutte d'ensemble, aujourd'hui

lire en p. 2

REPORTAGE

La grève des 500 O.S. de la «Française de Mécanique» à Douvrin (Pas-de-Calais)

luttes sectorielles et lutte d'ensemble aujourd'hui

Depuis le 28 janvier, quatre cents O.S. des secteurs usinage et montage du moteur X de la Française de Mécanique à Douvrin (Pas-de-Calais) sont en grève illimitée pour la revalorisation de la prime de production, une augmentation de 400 F mensuelle, la révision des classifications, la réduction du temps de travail. L'usine créée par le consortium Renault-Peugeot-Volvo qui emploie 3 600 ouvriers, frabrique depuis 1971 des moteurs pour les trois firmes. Une usine en pleine expansion, une politique «sociale» résolument «moderne»... C'est devenu chose rare en ces temps de crise économique aiguë... Ce qui n'a pas empêché Renault et Peugeot, les «maisons-mères», de peser de tout leur poids pour écraser cette lutte... Au terme de près d'un mois de grève, en butte à l'obstination patronale, les quatre cents O.S. de Douvrin envisageaient, vendredi dernier, de reprendre le travail.

Nous publions aujourd'hui un entretien avec l'un des responsables CFDT de l'usine. Sur toutes les questions évoquées qui ont commencé d'être débattues dans cet entretien (le sens des luttes sectorielles dans la période, les contradictions CGT-CFDT qui se sont développées dans le cours de la lutte, l'hypothèse de l'arrivée de la gauche au pouvoir et ses incidences possibles sur la pratique des luttes, la politique patronale des trusts de l'automobile), nous reviendrons dans un prochain article.

Interview d'un responsable CFDT de la F.M. recueillie par Julien Leblond

> ***—Le Quotidien du Peuple : La direction de l'usine de Douvrin pratique une politique de «relations sociales» très en pointe. Cette politique a pourtant été mise à rude épreuve par cinq luttes depuis les six années que l'usine existe. Quelles ont été les luttes sectorielles et quel bilan en tirez-vous ?***

—La première lutte remonte à 72, un an après l'ouverture de l'usine de Douvrin qui ne faisait pas encore de productions en série mais qui, avec des effectifs réduits, achevait la mise au point de l'appareil de production. Cette grève a duré quinze jours pour réclamer, déjà à cette époque, l'alignement des salaires sur ceux pratiqués à Renault. Sans résultat pratiquement puisque le directeur a renié les promesses qu'il avait faites au moment du conflit qui était pris en charge par la CGT et FO, la CFDT n'existant pas dans l'usine à ce moment.

C'est en 75, qu'un mouvement est parti de l'atelier DEMO-outillage qui a entraîné avec lui la totalité des ouvriers professionels d'entretien de la FM. Grève qui a d'ailleurs été un succès puisqu'on a obtenu certaines garanties sur les classifications et sur les périodes d'essai en relation avec l'ancienneté. Aux élections professionnelles qui ont immédiatement suivi, la CFDT a fait cette fois un bond qui a porté son audience de 9% à 36% des suffrages. La cause d'une telle progression tient, à mon avis, au fait que, déjà, nous avons tout fait pour que les gars prennent en main la lutte et soient les seuls véritables maîtres de leur conflit.

Ce sont les mêmes soucis qui ont guidé notre action quand a éclaté, en mars 76, la grève au moteur Z (les 6 cylindres des R 30 et des 604). Ce conflit parti du montage du moteur Z et qui a gagné d'autres secteurs, et notamment la fonderie, a d'ailleurs été particulièrement dur puisque pendant quinze jours on a barré tous les accès et la FM avec des véhicules et même des troncs d'arbres et qu'on faisait la chasse aux camions qui voulaient évacuer la production.

Et au bout du compte, on a obtenu en partie satisfaction sur nos revendications, toujours les salaires et les classications. S'il faut chiffrer en pourcentage, on peut estimer ce conflit à 40% positif sur ce point.

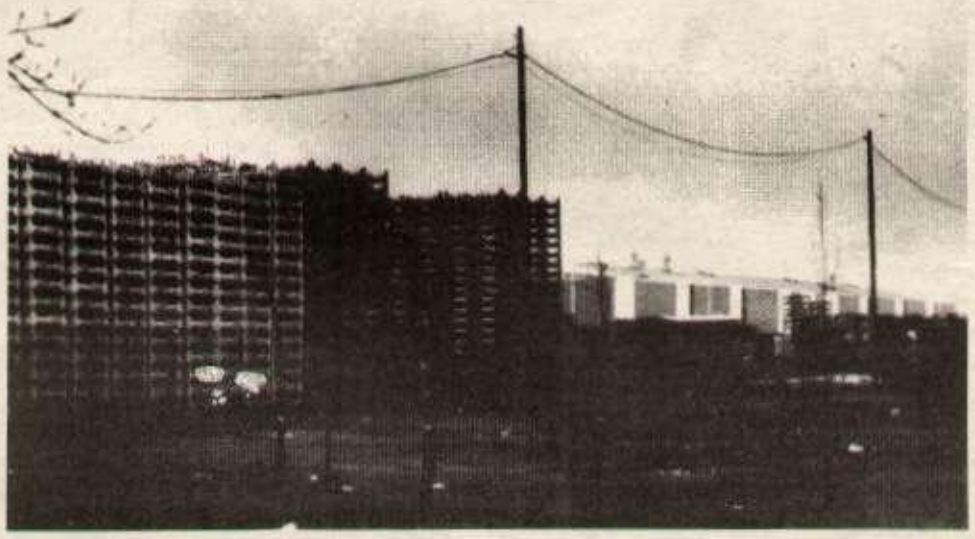
La leçon de ces différents mouvements jusqu'au conflit du montage du moteur X qui nous occupe aujourd'hui, elle peut se résumer en quelques chiffres qui montrent qu'à partir de ce moment-là, la CFDT est devenue largement prépondérante dans toute l'usine puisqu'elle recueillait aux dernières élections 45% des voix, la CGT venant loin derrière avec 29%, FO qui avait 30% en 72, n'en recueille plus que 5%.

C'est comme je l'indiquais précédemment, la sanction d'une certaine pratique syndicale de notre part qui consiste à soutenir et appuyer ces grèves de secteur et à donner les moyens aux travailleurs de les prendre résolument en mains. C'est ainsi que des militants combatifs se sont révélés dans leurs ateliers lors de chacune de ces grèves, des gars qui se sont distingués comme leaders, manifestant de réelles possibilités humaines, et qui sont devenus les délégués élus de leur secteur, comme la CFDT leur en a fait la

> ***—QdP : Mais ces grèves de secteur, qui témoignent effectivement de la détermination et de la volonté de lutte des travailleurs sont-elles aujourd'hui les seules formes de lutte réellement efficaces au regard de la politique intransigeante du gouvernement et des énormes moyens dont dispose le patronat, comme on l'a vu, pour dédoubler la production et étrangler les conflits sectoriels ?***

—Il ne faut pas rejeter d'emblée ces conflits sectoriels. Nous sommes dans une boîte neuve, les travailleurs y sont extrêmement jeunes, il y a des consciences à faire évoluer. Dans ces conditions, des conflits de secteur bien organisés, bien suivis, où les travailleurs sont à même de bien tenir en mains la direction de leur lutte, sont largement préférables à des débrayages qui ne rassembleront pendant une heure ou deux que, tout au plus, quinze à vingt pour cent des gars.

Dans le cours de cette lutte au montage du moteur X, les travailleurs auront effectivement appris que la politique d'austérité sert un patronat super-organisé pour écraser les bagarres ouvrières localisées. Nous avons d'ailleurs fait le calcul de ce qu'a engagé le consortium Renault-Peugeot-Volvo dans cette affaire : la Régie a perdu 15 000 moteurs au cours de ces trois semaines et l'argent dépensé pour dédoubler la production dans d'autres usines aurait pu payer nos revendications jusqu'à notre retraite ! Ce n'est pas en tout



Les palettes vides s'entassent derrière l'atelier de montage du moteur X...

cas ce que Barre appelle une «politique d'économie» ! Les travailleurs auront découvert tout ce pari de la politique patronale, comme ils auront appris que pour contrer ce patronat très bien organisé, il faudra que nous nous organisions de la sorte pour être capables de porter une riposte qui soit à la dimension des moyens patronaux mis en œuvre pour briser un conflit localisé. Une organisation qui nous permette d'élargir le conflit et de mobiliser la solidarité des travailleurs non plus seulement à l'échelle de l'usine, mais au moins à l'échelle de toute la branche industrielle concernée.

> ***—QdP : C'est ce dont vous avez discuté aujourd'hui avec les différents représentants de l'inter-CFDT Renault et de l'inter-CFDT Peugeot qui étaient réunis avec vous ici à Douvrin ?***

—C'est ce que nous avons fait pour une fois, tout en constatant que, depuis le début du conflit, le réseau d'information a parfaitement fonctionné et que les travailleurs des différentes usines Renault et Peugeot ont pu suivre de près l'évolution de notre lutte. Mais là encore, quand il s'est agi de dépasser ce stade de l'information et que, par exemple, la CFDT a réclamé des réunions des Comités d'Entreprise extraordinaires, pour avoir des explications sur les dédoublements de production chez Renault et Peugeot et s'efforcer de les empêcher, la CGT ne s'est nullement montrée empressée de s'associer à cette initiative, ce qui affaiblissait considérablement toute riposte possible à ce niveau...

> ***—QdP : Quelles contradictions sont apparues entre la CFDT et la CGT dans l'usine au cours du conflit du fait que la direction syndicale CGT de l'usine a réprouvé ce mouvement sectoriel dès le début, prenant d'abord ses distances puis ensuite le condamnant, vous taxant par là même d'«aventuristes» ?***

—Je serais tenté de dire de prime abord que la CGT ne peut admettre qu'elle soit minoritaire et que, fait unique dans l'industrie automobile, elle soit confrontée à Douvrin à une CFDT largement majoritaire. Cela autoriserait donc de ce fait, semble-t-il, tous les crocs-en-jambe, toutes les volte-face et un certain esprit de vengeance qui semble l'animer.

Mais, je crois surtout qu'au fond, elle a fait l'analyse de 1968 et du mouvement de mai et que dans la période actuelle, elle veut se garder de tout ce qui peut effaroucher l'électeur. Elle semble souhaiter au contraire amener l'électeur sur un plateau aux partis de gauche, quitte pour cela à mettre les revendications au réfrigérateur, en promettant plus ou moins vaguement que les revendications seront satisfaites quand leurs amis politiques arriveront au pouvoir.

Ce qui apparait donc assez clairement dans cette affaire, c'est que nos camarades de la CGT sont allés faire leur analyse du conflit avec le dirigeant PCF du coin, qui leur a sans doute recommandé de ne pas développer les conflits dans la période, plutôt que d'aller pour faire cette analyse avec les travailleurs et de décider avec eux des moyens à engager pour l'aboutissement des revendications.

> ***—QdP : Cela n'a pas manqué sans doute de faire naître de sérieuses contradictions au sein même de la CGT ?***

—Tout à fait. Certains travailleurs de la CGT ne comprennent pas toutes ces volte-face qui ont amené nos camarades de la CGT à recomposer une «intersyndicale» en s'acoquinant avec FO et la CGC dans le but évident de se dresser contre les travailleurs en grève et par là-même contre la CFDT... Quant à l'«aventurisme» qui serait notre fait, une plaisanterie circule dans l'usine parmi les travailleurs : l'aventure, dit une chanson, commence à l'aurore et nos camarades de la CGT ont, semble-t-il, beaucoup de peine à se lever le matin ! Cela conduit en tous cas un certain nombre de travailleurs à quitter la CGT comme ce matin encore, un ouvrier qui en était adhérent depuis 27 ans. C'est tout à fait regrettable, ce n'est pas ainsi que peut véritablement progresser l'unité syndicale même se ces travailleurs nous rejoignent...

> ***—QdP : Cela n'a pas empêché le député PCF de venir manifester son soutien aux grévistes aux portes de l'usine, ainsi que des maires PC et PS qui ont fait de même ?***

—Le député Lucas s'est sans doute senti obligé de venir ici pour soigner son image électorale, les prochaines consultations ne lui laissent pas le choix pour s'afficher aux côtés des travailleurs. Je crois d'ailleurs que les travailleurs l'ont bien compris et qu'on peut douter de la sincérité de ses sentiments quand il vient ainsi voir les travailleurs en lutte.

> ***—QdP : Et si demain, les partis de gauche accèdent au pouvoir comme cela est possible, et que les partis appellent à certains sacrifices sur les revendications, les salaires, les conditions de travail, s'agira-t-il d'obéir et qu'adviendra-t-il des luttes ?***

—Cette analyse, nous ne l'avons pas encore développée très profondément même si l'hypothèse d'un gouvernement de gauche doit nous inciter à plus y réfléchir. Nous ne sommes attachés à aucun parti de gauche. Hormis une cellule du PCF, je n'en connais d'ailleurs aucun autre qui soit implanté dans l'usine.

Ce qui pour nous, de toute façon, est clair, c'est que la priorité des priorités est et restera la satisfaction des revendications de des travailleurs. Que demain un gouvernement de gauche refuse de satisfaire les revendications, nous serons toujours aux côtés des travailleurs pour mener résolument la bagarre avec eux, même s'il prend envie à d'autres organisations syndicales de freiner l'élan combatif des travailleurs. Sur ce point, on n'a pas le droit de décevoir l'espoir des travailleurs.

(propos recueillis le 17 février 1977)

A 20 jours des élections

PARIS

LA CAMPAGNE S'ACCELERE

Tous les candidats sont maintenant en place à Paris, et la campagne électorale va connaître cette semaine une nouvelle accélération : un débat à quatre Chirac-d'Ornano-Sarre-Fizbin est toujours à l'étude, il pourrait avoir lieu dès ce soir. Le Comité Central du PCF se réunit mercredi pour faire le point. Marchais tiendra une conférence de presse jeudi, le jour où Chirac organise un meeting parisien au cirque d'hiver, et lundi prochain c'est au tour du PCF de tenir son meeting, au palais des sports. Où en sommes-nous à Paris à trois semaines du premier tour de scrutin ?

A gauche, on est enfin parvenu à un accord, le PCF ayant 44 candidats, le PS 43, les radicaux 10, les gaullistes de gauche 6 et le PSU 4. L'accord a d'ailleurs été difficile entre ces petites formations, qui seront présentes dans des secteurs où la gauche a peu de chances de passer. Pourtant, leur présence permettra à la gauche d'aligner quelques «noms célèbres» tels que Léo Hamon.

A droite, les choses ne se présentent pas de la même manière. Le dernier en date des rebondissements, le déplacement de d'Ornano du 17e au 18e secteur, montre à quel point les positions giscardiennes sont fragiles. Même dans un des quartiers les plus bourgeois de Paris, le 16e, d'Ornano ne pouvait être sûr de la victoire. Malgré ces déclarations tardives, le grand bourgeois Taittinger ne voyant pas d'un bon œil ce renfort encombrant. Les avis divergents sur l'analyse de ce revirement : pour Chirac, le 18e est un secteur facile, même s'il se sent obligé d'ajouter qu'il est moins facile que le 5e ! Pour Barre, qui a adressé ces félicitations à d'Ornano, il s'agit d'un acte de courage prouvant la volonté du gouvernement de se battre contre l'opposition. Enfin, Mitterrand voit là un geste habile, consistant pour d'Ornano à amorcer son repli, une défaite face à la gauche étant plus «honorable» qu'une défaite face aux candidats RPR.

On peut en effet se poser la question : la gauche est implantée dans quelques secteurs (5 «sûrs»), le RPR a eu le temps, depuis 1958, de

A force de chercher à s'éviter, Sarre et Chirac se sont trouvés face à face sur un marché

faire main basse sur la majorité des arrondissements de Paris, mais l'implantation des républicains indépendants, elle, est quasiment nulle. L'exemple du 15e arrondissement est révélateur à ce sujet. Face à Nicole de Hautecloque, la tête de liste est officiellement Françoise Giroud, or, celle-ci ne fait que de rares apparitions dans le quartier, laissant sa campagne au soin de Bertrand de Maigret, conseiller sortant. Les récentes tentatives de coulisses pour trouver une nouvelle «solution d'union», celle d'Edgar Faure, montre combien la situation est délicate pour les listes d'Ornano»

LES AFFICHES

Malgré cela, la campagne est engagée, et les murs de Paris se couvrent d'affiches : D'Ornano représenté serrant la main à des commerçants, Chirac ayant son sourire figé avec la légende *«Chirac pour Paris»*, etc. Sarre, le candidat socialiste, qui est un des animateurs du CERES et entretient des divergences avec la direction du PS, ne se sert pas moins de l'image de Mitterrand : sur les affiches, celui-ci est seul représenté, avec comme légende *«le socialisme, une idée qui fait son chemin»*. Cependant, Sarre continue à répéter que la campagne est celle de toute la gauche !

LES PROGRAMMES

Quant aux programmes qui parviennent maintenant chaque jour dans les boîtes aux lettres des parisiens, ils allient la démagogie la plus pure aux considérations politiques : d'Ornano mise sur l'écologie et le développement des espaces verts, essayant ainsi de reprendre quelques voix aux candidats écologistes qui, dans plusieurs cas, pourront faire pencher la balance, Chirac met en avant sa qualité de gaulliste en exhibant un montage où on le voit avec de Gaulle et Pompidou, Fizbin tente de profiter des maigres résultats de la campagne «vérité-espoir», Sarre sillone les marchés. Et tout le monde se retrouve dans les tribunes du parc des Princes lors des matchs de football : les quatre principaux candidats se sont en effet trouvés un subit intérêt pour l'équipe de Paris-Saint Germain !

GISCARD : «ALLONS-Y MOLLO»

• ***Quelques jours après son discours musclé de Ploërmel, alors que les divisions de la majorité ne s'arrangent pas, au contraire, Giscard fait preuve de prudence et de modestie. Peut-être a-t-il donné des conseils en ce sens à ces hommes du gouvernement avant de partir à Courchevel,*** pour «se détendre et faire un peu de ski». ***C'est au sommet d'une piste, alors que dans un équilibre instable, il s'apprêtait à descendre, que Giscard a dit*** à *l'entourage* «allons-y mollo».

FASCISTES ET PATRONAT

«Activité économique et agitation politique», telle est le tritre d'une brochure qui aurait été adressée au président de la République, aux ministres, aux maires des grandes villes et à la bagatelle de 15 000 chefs d'entreprise. La tonalité politique de la brochure est facile à voir : à côté d'inepties du genre *«tout vient du point zéro, qui possède en lui tous les potentiels positifs et négatifs de l'univers non scindés ou non agrégés»*, ou de telle citation d'un capitaine français au Tonkin en 1873, on y trouve des remarques beacoup plus simples : *«Le régime collectiviste est contraire à la nature humaine»*, ou *«notre pays compte 4 millions d'immigrés et 1 million de chômeurs, doit-il aller vers 5 millions d'immigrés et 2 millions de chômeurs, ou vers 3 millions d'immigrés et la suppression du chômage ?»* Le caractère d'extrême-droite de cette brochure ne fait pas de doute. Mais celle-ci a été tirée à plusieurs milliers d'exemplaires (à Cambrai) avec un papier et une présentation de luxe. De plus, il est fait état dans le texte de réponses de patrons à un autre texte adressé fin 74.

Quelles conclusions tirer de cela : qu'il y a un drôle de grenouillage en ce moment dans les milieux patronaux, et que ceux-ci ne dédaignent pas de subventionner des brochures qui peut-être un jour leur seront utiles. C'est une vieille tactique : au-delà des choix à faire aujourd'hui, entre la «droite» ou la «gauche», au-delà des aides financières apportées aux partis bourgeois, le patronat entretient toujours en son sein de petits noyaux fascistes, au cas où...

Rennes

DIRIGER AU CENTRE

Deux listes principales sont en présence à Rennes : celle menée par Chaudet, républicain indépendant, et celle menée par Hervé, PS. Comme le dit le candidat socialiste, *« quoiqu'il arrive, la faculté de droit gagnera »*, puisqu'ils en font tous les deux parties. A droite, la succession du centriste Fréville a été difficile, et c'est finalement lui qui a désigné son propre successeur, au grand regret du RPR. L'union est d'ailleurs précaire : Cressard, député RPR qui figure sur la liste, dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas dans les milieux chiraquiens : *« En 78, le RPR sera le principal parti de la majorité, ou le principal parti de l'opposition »*. Voilà qui augure mal de l'unité de la liste de droite ! Le seul point commun est en fait de se réclamer de Fréville, qui a tenu la municipalité pendant 22 ans. Et à toutes fins utiles, son fils est prévu comme premier adjoint. Pour ne pas mettre en avant leurs divisions, les partis de droite ont choisi la démagogie : Chaudet a précisé qu'il ne se plaçait pas sous le sigle de la majorité car il *« refuse le clivage majorité-opposition qui serait encore plus destructeur dans le cadre de la ville que dans celui de la nation »*. Et pour illustrer cela, le comité de soutien à Chaudet, qui porte le nom original de *«Rennes, vivre ensemble»* a choisi comme symbole quatre cœurs entrelacés, *«symbole de la solidarité entre les êtres, et de l'union entre les différents quartiers de Rennes»*.

« L'union de la gauche» est à l'image de celle de la droite : dirigée par Hervé, elle comprend des membres du PCF, des radicaux, et de l'UDB. La gauche a eu le mérite de lancer tôt sa campagne : *«Changer la vie, changer la ville, Rennes 77»*, le petit livre électoral du PS, est sorti l'an dernier. C'est d'ailleurs depuis l'an dernier que le PS s'est montré particulièrement intransigeant au conseil général en refusant de voter le budget.

Il était nécessaire à Rennes de désamorcer le délicat problème de l'enseignement libre. Hervé s'en est chargé, en promettant le statu quo aux parents d'élève de l'enseignement libre, qu'il avait réuni. Quelques voix supplémentaires peut-être...

Une chose est sûre à Rennes : Fréville dirigeait «au centre», et ni la tête de liste de la droite, ni celle de la gauche ne semble décidé à modifier cette voie. C'est une gageure quand on voit la composition des listes et les divisions qui tentent d'y être cachées.

LES 12 BASQUES DE L'ÎLE D'YEU LIBÉRÉS SOUS CONDITION

Les douze militants basques assignés à résidence dans l'île d'Yeu depuis le mois d'octobre 1976, ont été libérés vendredi sur décision du ministère de l'Intérieur. Mais c'est une libération sous condition. Ils ont dû en effet signer un engagement restreignant leur liberté de circulation et d'action. Quittant l'île d'Yeu, vendredi 18 février à midi, ils ont été contraints de signer à la gendarmerie de Beauvoir-sur-Mer (Vendée), un engagement en présence du directeur du cabinet du préfet. L'engagement stipule notamment qu'ils ne doivent *«commettre aucune action de nature à troubler l'ordre public»* ni *«franchir la frontière franco-espagnole irrégulièrement»*. Ils doivent également *«respecter l'interdiction de résider dans les départements des Pyrénées Atlantiques, des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Garonne, de l'Ariège et des Pyrénées Orientales»*.

Leur avocat a décidé de déposer un recours contre cet arrêté et le comité de soutien annonce qu'il maintient le rassemblement nationale des Sables d'Olonne, le dimanche 20 février, pour demander la liberté totale des militants basques en France. Il aura fallu pour obtenir la fin de l'assignation à résidence des Basques une grève de la faim, à Noël, plusieurs meetings et les protestations des habitants de l'île d'Yeu.

POLITIQUE

BUDGET 78

DES CONTRADICTIONS INSOLUBLES

Même en période électorale, l'activité du gouvernement est obligée de se poursuivre, et déjà les ministres préparent le budget 78 qui sera discuté à l'assemblée nationale en octobre. Un premier conseil interministériel a eu lieu sur ce sujet, vendredi. A l'issu de ce conseil, Giscard a déclaré «pour couronner le redressement économique, le budget 78 devra être présenté et exécuté en équilibre».

Voilà une déclaration qui n'a rien de surprenant puisque tous les ans, le gouvernement fait la même : les résultats, quant à eux, sont toujours les mêmes : aussi en 75, 38 milliards de déficit, en 76, 19 milliards, et en 77 on s'achemine vers les 10 milliards de déficit.

Dans la situation politique actuelle, la tâche des secrétaires ministériels, car se sont eux qui font le travail, est délicate : il faudrait à la fois présenter un budget en équilibre tout en réduisant l'inflation, en évitant le chômage, et en développant les équipements nécessaires pour bien préparer les élections. Prenon l'exemple de la SNCF.

Il est significatif : lors de son plan de relance, en 75, Chirac voulait développer un certain nombre de voies ferrées : pour cela, il a demandé à la SNCF de faire une importante commande de traverses de bois, dans le Massif Central. Aujourd'hui, le budget SNCF est diminué, et les effets artificiels de la relance de 75 disparaissent dans cette région. Pourtant, la liaison rapide Paris-Lyon, annoncée avec triomphalisme par le gouvernement, doit être réalisée. Il y a là une, première contradiction dans la politique gouvernementale. Autre contradiction : le total des sommes versées par l'État est de quelque 24 milliards. C'est beaucoup, et c'est d'ailleurs un des arguments des adversaires des nationalisations. Il faut donc rentabiliser la SNCF ; comment ? en rognant sur les salaires des cheminots, en diminuant les effectifs, mais aussi en augmentant les tarifs, et de manière substancielles. Or la volonté de Barre est de maintenir la hausse des prix à 6,5 % en 77, et moins encore en 78. Une hausse des tarifs SNCF irait à l'encontre de cela. Encore une contradiction de taille !

Comme dans les autres domaines, la préparation du budget 78 montre bien l'ampleur des difficultés de la bourgeoisie au pouvoir. Devant de si importantes contradictions, l'unité est difficile à réaliser. Le conseil interministériel de vendredi aurait révélé des divergences entre les spécialistes budgétaires. Le «front» constitué par le plan Barre se lézarderait-il ?

KANAPA AU CLUB DE LA PRESSE

EXPOSÉ D'UN DANGEREUX PROJET

Chargé plus particulièrement des questions internationales au sein de la direction du PCF, Kanapa est le spécialiste des questions délicates. Son sens de l'esquive et des contre-vérités y fait merveille comme on avait déjà eu l'occasion de s'en rendre compte lors du débat télévisé sur «L'Aveu». Hier, Kanapa en a profité pour développer une fois de plus les positions du PCF. Prisonnier de sa nouvelle tactique, le PCF est obligé de condamner toutes les atteintes (connues) aux libertés en URSS.

Il a du pain sur la planche en ce moment, et Kanapa a effectivement exprimé les critiques du PCF vis à vis des dernières arrestations en URSS. C'était une excellente entrée en matière pour aborder la question du projet du PCF et sa conception de l'Etat.

Les travailleurs seront représentés dans l'Etat tel que le conçoit Kanapa, *«puisqu'il y aura des ministres PCF»* (!). Et pour qu'on comprenne mieux son raisonnement, il a ajouté que ces mêmes travailleurs étaient déjà *«largement majoritaires au sein de la direction du Parti»*. Cette contre-vérité donne cependant une illustration des perspectives du PCF : des bureaucrates au pouvoir.

Croyant pouvoir le coincer, quelques journalistes ont demandé à Kanapa par quels moyens coercitifs il s'opposerait à la fuite des capitaux. C'était une bonne occasion pour lui d'affirmer qu'il n'y aura besoin d'aucune répression, puisque les *«banques seront nationalisées»*.

Il aurait pu pousser jusqu'au bout la logique de son raisonnement : il y a déjà des banques nationalisées mais elles servent les capitalistes au pouvoir. Avec le PCF au pouvoir, ces mêmes banques serviraient d'autres capitalistes.

Une certaine nouveauté cependant dans les propos de Kanapa : Certes la France restera dans l'Alliance Atlantique mais si cela ne satisfaisait pas les Américains (ce qui est effectivement le cas) *«Le PCF se déclare partisan d'une renégociation du traité de l'Atlantique Nord»*. Qui en trouverait profit ? Kanapa y répond implicitement en répétant *«son attachement au socialisme soviétique, malgré le défaut qu'est l'absence de libertés»*.

Des bureaucrates au pouvoir, une totale liberté de manœuvres pour les capitalistes prêts à collaborer avec le système d'Etat, une politique étrangère inspirée par la «détente» selon Moscou, voilà les perspectives tracées par Kanapa hier soir.

CATCHEUR CONTRE TENNISMAN

«Jean-Pierre Fourcade avait un peu l'air d'un joueur de tennis opposé à un catcheur», *c'est ainsi que «France Soir» rend compte du débat Marchais-Fourcade à la télé. Il n'y a pas que du faux dans ce commentaire : le tennis est le sport préféré des bourgeois, et le catch consiste à tromper le public en lui présentant comme sérieux des combats truqués.*

LUTTES OUVRIÈRES

Mesnel (Carrières sur Seine)

5 TRAVAILLEURS BLESSÉS PAR LES FLICS

SOLIDARITÉ DE CLASSE CONTRE LE PATRON MESNEL

Les ouvriers et ouvrières de chez Mesnel sont en lutte depuis le 3 février pour la satisfaction des revendications suivantes :

- Salaires minimum OS de 2 100 F pour 40 h (actuellement 1 700 F pour 43 h 45), travail en normal 40 h par semaine, intégration des primes dans le salaire de base, mensualisation, amélioration des conditions de travail (c'est avec du ruban adhésif pour les paquets que l'on panse les plaies occasionnées par les manques de sécurité !).

Face à ces revendication, il y a eu jusqu'ici une réponse constante d'un patron : répression et provocation.

- Mise en place d'une milice privée, l'ACDS, la citation de travailleurs en référé pour l'occupation (en fait les travailleurs se tiennent devant la porte), utilisation d'un hélicoptère pour faire évacuer les pièces, intervention des flics pour se procurer des stocks à l'aide de camions, insultes et attaques personnelles contre les militants syndicaux.

Il a fallu l'intervention de l'inspecteur du travail mercredi dernier, pour que Mesnel soit contraint de recevoir une délégation des travailleurs pour la première fois.

A la fin de la semaine par deux fois, les CRS sont intervenus à nouveau pour faire rentrer des camions, chassant les grévistes à l'aide de chiens policiers. Cinq travailleurs dont des femmes ont été blessés. Un travailleur a reçu un coup de matraque sur la nuque et a été hospitalisé. Mais ni la répression, ni la milice, ni les flics n'ont réussi à faire plier les travailleurs !

Alors qu'il y a une semaine, ils repoussaient l'assaut des CRS, ils viennent de réorganiser le piquet devant l'usine où un car a été prêté par la municipalité de Bezons, pour s'abriter. Ainsi, par deux fois, en huit jours, les travailleurs font face à la répression ! Syndiqués depuis peu, les ouvriers reçoivent un soutine actif de la part de la CFDT : l'union locale de Bezons, Colombes, du syndicat de la chimie, des travailleurs d'autres usines. Des collectes sur les marchés de la région, devant les usines sont organisés. Des militants CGT participent activement à ces collectes. Ce qui n'est pas gagné, c'est le soutien de l'ensemble de la CGT.

Renforcer la solidarité en organisant et en la développant largement c'est ce que se sont fixés des camarades de la CFDT dans une réunion, vendredi soir, à l'UL de Bezons.

Dans nos entreprises, organisons des collectes des délégations. Verrons soutenir les travailleurs de chez Mesnel. Pour le soutien financier CCP STIC CFDT. 453394. Paris. Mentionner *«Solidarité Mesnel»*.

ENCORE TROIS USINES ÉVACUÉES :

Sercé, Mesnel, Dudeffants !

Un peu partout, depuis plusieurs semaines, des luttes se déclenchent, et ce particulièrement sur la question des salaires, les travailleurs, nombreux, refusant le blocage de leurs rémunérations, blocage dicté par le plan Barre et que les patrons s'empressent d'appliquer. Certaines de ces luttes durent, elles depuis plus d'un an.

Le pouvoir veut les étouffer, les casser. Après les licenciements des délégués syndicaux, comme à Bourgogne-Électronique et aux Bennes Marrel, après les peines de prison du Parisien Libéré, ce sont maintenant les expulsions des usines occupées qui se multiplient dans la période.

En 48 heures, pas moins de trois viennent d'avoir lieu !

A Sercé (machines-outils), à Ormesson, dans la région parisienne, les travailleurs étaient en lutte avec occupation depuis seize mois contre la fermeture. C'était une des plus longues luttes jusqu'à ce jour. Le pouvoir a envoyé ses flics comme il les a envoyé contre les travailleurs de cette petite entreprise de Carrières-sur-Seine, Mesnel, en lutte depuis plusieurs semaines. C'était d'ailleurs la deuxième tentative, les travailleurs ayant la première fois, repoussé l'assaut des CRS et des vigiles !

Les travailleurs de chez Duddefants, à Villeneuve-le-Roi, en grève illimitée depuis plusieurs semaines pour les salaires ont eux aussi été violemment expulsés par les CRS.

Le pouvoir a peur, à l'évidence ! Il veut étouffer la colère qui monte chez les travailleurs : il a raison d'avoir peur. A Sercé, hier, avait lieu une puissante manifestation de riposte.

A Villeneuve-le-Roi, aussitôt connue l'expulsion des travailleurs de Duddefants, des arrêts spontanés de travail ont eu lieu dans différentes usines : Facom, Bachy, SMN, arrêts qui se sont transformés en manifestation dans les rues de la ville. Et à Babcock, dans la région parisienne, les travailleurs se préparent eux aussi à recevoir les flics. Non, Giscard-Barre n'arriveront pas à faire taire les travailleurs, à étouffer les luttes !

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

22e Congrès CFDT Santé

POURSUIVRE LA LUTTE

POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA DÉMOCRATIE SYNDICALE

La Fédération des Services Santé-Sociaux CFDT a achevé son Congrès. Les délégués ont quitté Pau... Il est encore trop tôt pour tirer un réel bilan : reste à savoir à quoi s'en tenir en effet de la réalité de l'équipe dirigeante qui va se mettre en place dès cette semaine et à connaître les conclusions des syndiqués après compte-rendu de mandant de leurs délégués... Cependant une première remarque s'impose : les conditions du débat à l'intérieur de la Fédération en sortent intacts, voire, sur certains points développés.

Quel que soit le jugement porté sur les limites graves et ambiguités de cette Fédération, toujours écartelée (au sortir même de ce congrès) par une démarche de *«soutien-critique»* à l'union de la gauche, et sur lequel nous aurons l'occasion de revenir prochainement, un acquis demeure : la Fédération continue ; les manœuvres ultra-droitières de totale mise au pas ont échoué sans se perpétuer (pour le moment) en démarche scissioniste. C'est un résultat d'importance ! D'autant qu'il s'est effectué sans qu'en échange les syndicats critiquant la Fédération sur sa gauche n'aient été réduits au silence...

Le Secrétariat Fédéral sortant a même été amené à prendre en compte pour partie des interventions et amendements oppositionnels tendant à souligner l'inquiétude des travailleurs face aux marchandages et grandes manœuvres de l'union de la gauche (notamment sur les nationalisations), qui augurent mal de l'après 78.

Cette prise en charge, fort limitée du reste, était une condition essentielle pour que la Fédération se dédouane un peu par rapport aux multiples reproches sur son *«inaction»*, et *«l'incapacité à coordonner réellement les luttes plutôt que d'en parler»* et *«prendre en charge la construction du rapport de force national contre Giscard-Barre et Veil»*...

LE DÉBAT SUR LA DÉMOCRATIE SYNDICALE RESTE ENTIER !

Sur les structures, par contre, les choses sont plus nettes : une plus grande expression des syndicats a été choisi par le Congrès (reste à voir ce qu'il en sera de l'application !).

Les *«courants syndicaux»*, issus de la pratique et des débats des travailleurs, surgissant dans le syndicat lui-même, ont été reconnus. Sans nul doute c'est une avancée ; surtout au regard des propositions confédérales de vérouillage syndical et de mise au pas dans la perspective de 78 (qu'on pense au Rapport Maire-Hureau-Decaillon du Conseil National CFDT d'octobre dernier !). Mais le Congrès n'a pu aller au delà dans l'élargissement de la démocratie syndicale.

Le débat, en effet, a été faussé par une discussion orageuse et stérile sur l'octroi d'un *«droit de tendance»*, de fait figé et diviseur puisque tendant à *«codifier»* les courants qui s'expriment dans le syndicat. Le Congrès, en refusant les *«tendances politiques structurées»* en tant que telles, n'a cependant rien réglé !

La plus grande confusion régnait de part et d'autre : par exemple, peut-on mettre sur le même plan que le PS tous ceux qui, voulant ainsi défendre l'unité du cadre syndical contre toute manœuvre politicienne, refusaient de formaliser un aventureux *«droit de tendance»* (susceptible de se retourner un jour en instrument de blocage des débats et des décisions, au profit de la social-démocratie) ? Pas plus sans doute qu'on ne peut considérer d'un bloc ceux qui, croyant de la sorte aller vers un élargissement de la démocratie syndicale, ont voulu formaliser le fonctionnement jusqu'à prôner le *«partage des mandats syndicaux à tous les niveaux»* (méthode portant plus souvent source de manœuvres et d'impuissance que de *«démocratie ouvrière»* !)...

Aussi reste ouvert le débat sur un réel fonctionnement *«fédéraliste»* (c'est à dire prenant en compte au plan fédéral les points de vue et pratiques des syndicats en respectant leur élaboration propre, et en mettant en vigueur la démocratie syndicale de la base au sommet).

L'approche des échéances politiques de 78 va rendre cette discussion d'autant plus âpre à l'avenir. La vigueur de l'opposition au réformisme confédéral démontrée au Congrès Santé par bon nombre de syndicats demeure le garant essentiel de la poursuite de la lutte pour un réel développement de la démocratie syndicale sur une base de classe !

Stéphane Raynal

Imprimerie Berger Levrault (Nancy)

Grève victorieuse contre le licenciement d'une ouvrière

Berger Levrault, imprimerie de labeur la plus importante de la région, emploie 800 personnes à Nancy. C'est une imprimerie assez florissante qui a bien supporté la crise et dont la direction se vante de n'avoir jamais eu recours au licenciement, ni au chômage partiel... jusqu'ici...

Mercredi 16 février, le chef du service photogravure convoque une ouvrière de l'atelier embauchée depuis quatre mois : *«Votre productivité est insuffisante. Vous avez 8 jours pour chercher du travail»*. Dès son retour dans l'atelier, la réaction des travailleurs est immédiate : *«On ne peut pas laisser faire ça, si on accepte un licenciement, on en acceptera d'autres, on sera obligé de la fermer après... Il n'y a qu'une solution : on arrête»*. Les délégués du personnel demandent alors une entrevue à la direction qui refuse de revenir sur sa décision. Les délégués font le tour des ateliers et en 5 minutes, c'est toute l'usine qui est arrêtée. Grève sur le tas : *«On n'avait pas vu ça depuis l'occupation de l'usine en 68»*.

Le chef du service photogravure qui n'a pas l'habitude de voir la majorité de son personnel se révolter contre lui, en particulier les femmes, tente l'intimidation pour faire pression sur les grévistes : *«Vous n'êtes que des gamins, vous suivez comme des moutons de panurge, vous vous sentez forts en ce moment, mais si je dois revenir en arrière, je vous en ferai baver»*. Dans cet atelier où il n'y a pas de délégués de personnel, deux ouvriers se proposent pour accompagner la délégation syndicale et défendre le point de vue des travailleurs sur la soi-disant non productivité de l'ouvrière. En fait, c'est plutôt *«le mauvais esprit»* (terme du patron) qui est reproché par le chef de service : précisément, cette ouvrière a participé aux deux jours de grève lors de l'expulsion des travailleurs du Parisien Libéré. Il s'agit donc bien d'une atteinte aux libertés syndicales, au droit de grève !

Le lendemain, la direction acculée par la paralysie totale de l'usine, à laquelle elle ne s'attendait pas, revient sur sa décision et propose le maintien de l'ouvrière dans l'entreprise, mais en la mutant dans un autre service avec maintien du salaire antérieur.

Après les journées d'action qui ont peu mobilisé dans l'usine (sauf les deux jours pour le Parisien Libéré) cette grève apparait comme une victoire importante dans l'usine ressentie comme leur victoire par la majorité des ouvrières. *«Cette fois, c'était une grève ou l'on se sentait concernés, où on leur a montré de quoi on était capables. Ils hésiteront avant de recommencer !»*

Corresp.

Succès de la manifestation régionale à Fougères.

«C'EST ICI QUE NOUS VIVRONS ET TRAVAILLERONS !»

Ce sont 1 500 travailleurs venus des quatre coins d'Ille et Vilaine (Pays fougerais, St-Malo, Redon, Rennes) qui ont manifesté samedi à Fougères, à l'appel de la CFDT, de la CGT et de la FEN. Cette manifestation avait été préparée à Fougères par une information large dans les usines, par la tenue d'assemblées générales pour débattre des problèmes de l'emploi, de la riposte à apporter et les travailleurs fougerais ont répondu nombreux à l'appel : ceux de la chaussure (Maunoir, Réo, Morel) en lutte depuis plus d'un an, mais aussi ceux de la métallurgie. A leurs côtés, les travailleurs de la SICCNa de St-Malo, de Rénelec près de Rennes, en lutte contre 90 licenciements et des dizaines d'autres usines du département. *«Vivre et travailler au pays»*, c'est ce qu'ont exigé avec force les manifestants. En tête du cortège, la CFDT du pays rennais, un immense panneau : *«Rénelec : 90 licenciés préfèrent travailler à Vitrey au discours sur la vocation électronique de la Bretagne»*. Voilà un désaveux cinglant aux propos de Barre qui voudrait que les travailleurs soient plus mobiles ! La manifestation très combattive parsemée de drapeaux rouges a traversé Fougères pendant plus de deux heures. *«Fougères se meurt, c'est un pay de chômeurs»*, accusaient les manifestants.

Après les différentes interventions syndicales, la manifestation s'est dispersée aux cris de : *«Ce n'est qu'un début, continuons le combat»*, et aux accents de l'Internationale. Un responsable CFDT nous dira que cette manifestation très positive constituait le point de départ d'une relance de l'action sur Fougères.

Correspondant

Richier (Dépôt de Gennevilliers) : 5e semaine de grève

Le tribunal rend sa décision aujourd'hui

Lundi 14, les travailleurs en lutte pour les salaires (voir le QdP du 14/2), sont passés devant le tribunal des Prud'hommes devant lequel le patron les avait trainé pour occupation du dépôt. Le jugement a été reporté à la journée du 21, c'est-à-dire aujourd'hui. Le patron continue à faire la sourde oreille au revendications des travailleurs en disant que la situation économique est dans une très mauvaise passe et qu'il applique le plan Barre. D'autre part, les travailleurs ont découvert que la direction a mis en route un dépôt clandestin dans le port de Genevilliers afin de rendre innefficace la lutte du dépôt central. Mais dans la cinquième semaine de grève, la détermination des travailleurs n'est en rien entamée et pourtant comme nous le disait un ouvrier : *«Quand on a quatre ou cinq gosses à nourrir, c'est dur mais ce n'est pas la volonté de lutter qui manque aujourd'hui»*. Dans cette lutte ce qui s'affirme, c'est la réflexion des travailleurs qui prennent conscience de leur force : *«C'est fantastique : quand tu penses qu'avec le petit nombre que nous sommes, nous avons réussi à faire plus que Chausson où ils sont 700. Bloquer le cœur d'une multinationale, ça fait rêver»*. C'est aussi la compréhension toujours plus grande qu'aujourd'hui pour gagner, il ne faut pas rester isolé. Déjà diverses initiatives ont été prises en ce sens : collectes dans la ville de Genevilliers, plusieurs sont prévues sur plusieurs entreprises du coin, des contrats ont commencé à être établis avec d'autres dépôts Richier en France et la réflexion s'engage sur les moyens d'établir un lien solide avec d'autre usines de Genevilliers pour rassembler toutes les forces éparpillées. Les travailleurs de Richier appelent ceux de Genevilliers à leur rendre visite et à leur apporter un soutien moral et financier. Tous aux côtés des travailleurs de Richier !

Correspondant Genevilliers

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Michel Sardou n'a pas eu trop, vendredi soir, de son service d'ordre fasciste et d'importantes forces de police pour affronter le public belge. Après La Louvière, après Charleroi, ce sont plusieurs centaines de manifestants qui ont accueilli le «chanteur populaire» aux cris de «Sardou, heili, heilo, le peuple aura ta peau».

Affaire de Broglie

UN CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DES ARMÉES INCULPÉ

L'affaire de Broglie a de multiples ramifications, dont on saisit mal encore leurs liens, mais qui montrent qu'elle est loin d'être aussi simple et bénigne que Poniatowski l'avait dit dans sa conférence de presse. Il semble que de Broglie, député républicain indépendant, entretenait des relations avec tout un milieu de truands, de trafiquants, d'hommes d'affaires et de financiers véreux que l'on retrouve à des degrés divers impliqués dans l'assassinat. «Le Point» révèle que l'armée se trouve également mouillée.

L'assassin Gérard Frèche, n'aurait pas utilisé une arme provenant du cambriolage d'une armurerie comme on l'avait dit. Son arme, un pistolet allemand Reck R 15, avait été vendue comme pièce de collection après avoir subi un certain nombre de modifications destinées à le rendre inutilisable, en principe du moins, puisque l'arme a resservi par la suite. L'arme de Frèche provenait d'une armurerie de Pontault-Combault (Seine-et-Marne) qui avait vendu l'année dernière 6 000 armes modifiées dont certaines ont servi à des truands. Ainsi, l'inspecteur Campion aurait été abattu avec cette arme lors du holp-up de Château-Thierry.

Les truands qui ont participé à la tentative de cambriolage au siège du syndicat du Livre à Paris auraient eux aussi possédé des armes de la même provenance. L'armurier de Pontault-Combault a été inculpé le 10 février, mais il se retranche derrière des certificats officiels attestant la démilitarisation des armes vendues qui lui ont été remises par un organisme de la Défense Nationale ; l'établissement d'expériences techniques de Bourges qui est chargé de vérifier les armes et de les démilitariser.

Le directeur de cet organisme, Pierre Tuffet, contrôleur général des Armées, commandeur de la Légion d'honneur aurait été inculpé de «complicité de vente illégale d'armes». Le ministère des Armées ne fait aucun commentaire sur cette affaire, mais confirme l'inculpation du contrôleur général.

Collaboration entre les services secrets français et la SAVAK

Amnesty International, organisation qui dénonce les emprisonnements arbitraires et les atteintes aux droits de l'homme, affirme que les services secrets français et la SAVAK, la police politique du régime fasciste iranien, collaborent. On se souvient de l'arrestation de deux militants étudiants iraniens de la CISNU à la suite de l'attentat contre un diplomate iranien, responsable de la SAVAK en France. La police française avait opéré sur les indications de la SAVAK. En Iran, la SAVAK se comporte comme une véritable Gestapo : arrestations arbitraires, tortures, assassinats de militants...

En France et en Allemagne

WEEK-END DE MANIFESTATIONS CONTRE LE PROGRAMME NUCLEAIRE DU POUVOIR

A Itzehoe et près de Brockdorf, contre l'implantation d'une centrale à Brockdorf (Schleswig-Holstein), en RFA, à Gerstheim en Alsace, à Creys-Malville dans l'Isère, des manifestations et les assises sur le nucléaire ont marqué l'opposition grandissante des travailleurs allemands et français au programme nucléaire de leurs gouvernements.

BROCKDORF

Depuis samedi matin, la petite ville de Brokdorf, dans le Land de Schleswig-Holstein en RFA, était ville interdite. Toutes les routes étaient bloquées dans un rayon de 20 km, l'autoroute de Hambourg elle-même avait été interdite sur une trentaine de kilomètres, ce qui a occasionné d'impressionnants embouteillages. Le chantier de la centrale était transformé en un véritable camp retranché avec murs et barbelés derrière lesquels attendaient 6000 policiers avec chiens, chevaux, canons à eau et blindés légers. Seule la route menant à Itzehoe était ouverte, mais tous les véhicules étaient fouillés et les identités contrôlées. C'est à Itzehoe, à 20 km du site de la centrale que s'est tenue, à l'initiative des Bürgerinitiativen (comités de défense) «modérés», la manifestation autorisée, qui a regroupé samedi près de 40 000 personnes. La manifestation à Brokdorf même, qui dans un premier temps avait été interdite, puis autorisée par le tribunal administratif, avait été de nouveau interdite par ce même tribunal jeudi soir. A 17 h, 6000 manifestants quittent Itzehoe, ils se dirigent en cortège à travers champs et paturages sur la petite ville de Wilster : la marche de Brokdorf a commencé. A 18 h, le cortège dont les rangs ne cessent de grossir, est arrêté par la première ligne de défense de la centrale, constituée de fossés remplis d'eau. Derrière, sont massées des forces de la police notamment de la police montée. A 20 h, ils sont 10 000 manifestants qui tiennent un meeting à 4 km seulement de la centrale. Le face à face se poursuivra dans la nuit de samedi à dimanche.

BASSE-SAXE

Plusieurs centaines de manifestants ont occupé, à l'appel des Bürgerinitiativen, le chantier d'une autre centrale à Gröhnde sur les bords de la Weser, cela malgré les barrages de barbelés et la présence d'importantes forces de police.

CREYS-MALVILLE

De toute la France, les comités Malville et les opposants au programme nucléaire ont convergé vers Morestel (Ain) pour les Assises contre Super-Phénix qui se tenaient samedi et dimanche. Les paysans de la région avaient offert six cent cinquante lits de couchage pour héberger les participants.

Pendant deux jours, plusieurs milliers de personnes ont marqué leur opposition à la construction d'un surgénérateur à Creys-Maville, ou ailleurs dans les conditions actuelles d'insécurité.

ALSACE : L'ESPOIR CHANGE DE CAMP

A Fessenheim, bien que la centrale nucléaire soit construite, la population n'a pas dit son dernier mot. Une grève de la faim illimitée a débuté, appuyée par les militants anti-nucléaires. L'objectif du mouvement est d'obtenir des garanties pour protéger la population, notamment la publication intégrale du plan de catastrophe (ORSEC-RAD), un référendum sur l'acceptation de ces risques par la population concernée.

Des réunions d'information, des manifestations de soutien se déroulent dans toute l'Alsace. Dans le même temps, le CSFR a distribué à 500 000 exemplaires une édition spéciale de son journal *«Ionix»* faisant le point de la situation.

A Gerstheim, reprenant le flambeau des Bürgerinitiativen de Wyhl, l'occupation du terrain continue. Chaque village occupe à son tour le terrain. Les réunions d'information qui ont eu lieu dans les villages voisins ont réuni : 100 personnes à Rhinau, 200 personnes à Boofshein, et 150 à Plotsheim. On se souvient que deux maires d'Erstein et de Gerstheim avaient pris position pour le démontage du pylone-météo, pylone qui est le signe avant-coureur de la volonté d'EDF de construire une centrale sur le site, malgré tous ses arguments «écologiques». Aujourd'hui, les deux maires, sous la pression de la Préfecture, ont accepté le balisage du pylône (pour l'aviation) réclamé par EDF, semble-t-il, pour gagner du temps et passer les élections.

Mais ce «souci de la sécurité» qui est vraiment peu habituel de la part d'EDF, ce balisage, est refusé par les occupants : ils refusent cette manœuvre de division et par deux fois, le 2 février et le 15 février, ils ont empêché l'EDF d'effectuer des travaux.

Pour renforcer le mouvement, une marche de soutien sera organisée samedi 26, sur Gerstheim.

Enfin, alors que beaucoup attendent le verdict, le 14 mars, du procès Wyhl, engagé par les Bürgerinitiativen, où entre huit cents et mille personnes assistent à Emmendingen (R.F.A.), la déclaration de 107 pasteurs et prêtres alsaciens a fait l'effet d'une petite bombe en Alsace. Ces 107 signataires, bien que sur un ton modéré, prennent parti contre la nocivité actuelle de cette forme d'énergie (nucléaire) ; dans leur manifeste, ils déclarent notamment : *«Pouvons-nous admettre que les populations concernées soient privées d'informations et de débat démocratique, pendant que des organismes financiers, des milieux d'administrateurs et de planificateurs décident pour elles et à leur place ? Cette manière d'agir ne marque-t-elle pas un mépris délibéré de la personne et ne relève-t-elle pas de l'abus de pouvoir ?»*

Oui, vraiment, l'espoir change de camp !

Correspondant Strasbourg

Graves inondations dans plusieurs régions

Les inondations consécutives aux importantes pluies de ces derniers jours prennent un tour catastrophique dans plusieurs régions.

En Bretagne, l'Etat d'alerte a été déclenché dans tout le bassin de la Vilaine. A Quimper, les pompiers ont dû intervenir à plusieurs reprises dans certains quartiers inondés. A Vitré, les 80 malades de l'hôpital ont dû être évacués sur les autres hôpitaux de la région.

Dans le Mâconnais, la situation est critique (notre photo).

En Lorraine, des champs et des routes sont inondées et des troupeaux sont menacés. Près de Pont-à-Mousson, une jeune automobiliste a perdu le contrôle de sa voiture sur une nappe d'eau et a percuté un arbre, la conductrice s'est tuée.

Partout en France, des routes sont coupées.

A Paris, la cote de la Seine atteint 3 mètres 87, la cote d'alerte est à 4 mètres 38, les voies sur berge et la voie express rive droite sont fermées à la circulation.

La situation risque de s'aggraver, des pluies sont annoncées pour aujourd'hui.

VANCE ET GUIRINGAUD AU PROCHE-ORIENT

LES MANOEUVRES CONTINUENT

Après sa visite au Caire, le secrétaire d'Etat américain Vance a déclaré qu'il était favorable au «plan de paix» de Sadate pour la question palestinienne, plan prévoyant des «liens institutionnels» entre les Palestiniens et la Jordanie. Il a ajouté qu'il espérait que le gouvernement égyptien ferait pression sur la Résistance Palestinienne pour qu'elle révise sa charte dans le sens d'une reconnaissance du droit à l'existence de l'Etat d'Israël.

Vance a fait une visite de quelques heures à Beyrouth. Il a déclaré que les Etats-Unis soutenaient *« les efforts du président Sarkis visant à réunifier le Liban »*. Il a anoncé que les USA fourniraient 50 millions de dollars d'aide à la Jordanie pour la reconstruction du pays : ce sont précisément les armes fournies par l'impérialisme US et les sionistes aux phalangistes qui ont causé des destructions au Liban.

Arrivé en Jordanie vendredi soir, Vance a commencé à discuter avec Hussein. Celui-ci l'avait assuré de son soutien pour une reprise de la Conférence de Genève, tout en souhaitant ne pas être le seul à assumer la responsabilité de la délégation palestinienne. L'invitation de Carter aux chefs d'Etat du Proche-Orient a été confirmée.

GUIRINGAUD EN SYRIE

Guiringaud, après avoir rencontré le premier ministre syrien devait rencontrer le président Assad samedi. Dans un discours prononcé au cours d'un repas officiel, Guiringaud a, pour la première fois, exprimé le soutien du gouvernement français à l'intervention syrienne au Liban, qualifiée *« d'aide au gouvernement libanais »*.

o SUD-LIBAN :

Au Sud-Liban, la localité de Khiana, à quelques kilomètres de la frontière avec Israël, qui était contrôlée par les forces patriotiques et palestiniennes, a été prise par les fascistes, vendredi. Plusieurs milliers d'habitants ont dû se réfugier dans des villages plus au Nord.

Nouvelles révélations sur la CIA : Hussein mis en cause

D'après le «Washington Post», d'importants versements d'argent auraient été effectués par la CIA en faveur de chefs d'Etat de différents pays. C'est en particulier Hussein de Jordanie qui est mis en cause, ainsi que l'ancien chancelier allemand Willy Brandt. Carter a dit ne pas être au courant et a déclaré qu'il voulait mettre fin à ces pots de vin. Il convient de préciser que dans le flot de l'aide que l'impérialisme américain fournit à ses alliés, notamment en armes et en «conseillers», ces subventions à titre privé ne sont qu'un petit supplément dont on s'indigne à bon compte. Il ne s'agit que d'un élément de plus dans la campagne actuelle contre la CIA qui traduit les contradictions de la bourgeoisie américaine en politique extérieure. Il est curieux que ces révélations arrivent au moment où Vance se trouve en Jordanie.

AGRESSION DU RÉGIME DE SMITH CONTRE LE BOTSWANA

La semaine dernière, le gouvernement raciste de Rodhésie a décidé de créer une «zone militaire» sur trente kilomètres le long de la frontière avec le Botswana. Il s'agit d'un «no man's land», zone interdite de libre tir analogue à celles qui existent le long de la frontière avec le Mozambique.

Smith prend prétexte du départ de plusieurs centaines de lycéen au Botswana pour préparer des agressions contre ce pays. Le résultat ne s'est pas fait attendre : hier, le régime de Smith annonçait l'attaque d'un village du Botswana situé à 15 km de la frontière et reconnaissait encore une fois la présence de ses troupes au Botswana.

ENRÔLEMENT FORCÉ

Pour faire face à l'intensification de la guérilla, l'administration raciste va instituer une «commission de la main d'œuvre» chargée d'enrôler de force les civils en chômage. En effet, le plan de mobilisation générale de l'ancien ministre de la Défense, Cowper, a été rejeté et les racistes doivent faire feu de tout bois : recrutement de mercenaires dans toute l'Europe et enrôlement forcé. Mais cet enrôlement forcé ne fera qu'augmenter la détermination des jeunes Africains qui sont de plus en plus nombreux à rejoindre la guérilla pour libérer leur patrie au lieu de servir de chair à canon au régime de Smith.

LE DÉSARROI DE SMITH

La faillite de son régime étant de plus en plus évidente, Smith en vient aux déclarations les plus délirantes qui prouvent son désarroi. Il a affirmé à la télévision qu'Ivor Richard, chef de la délégation britannique à la Conférence de Genève était un «communiste» !

Afrique du Sud : des banquiers veulent embellir les ghettos

Un groupe de banques a proposé au gouvernement raciste des crédits pour l'électrification de Soweto, le ghetto africain de Johannesburg, foyer de la révolte contre l'apartheid. Cette proposition entre dans le cadre d'une série de réformes qui visent à éliminer les aspects les plus criants de l'apartheid et à donner l'espoir d'une «intégration». Ces racistes subtils pensent même *«développer la consommation»* puisqu'avec l'électricité, les travailleurs seraient alléchés par la perspective d'acquérir des frigidaires et des appareils électriques ! Donc, ils ne se révolteraient plus. Mais le peuple d'Afrique du Sud ne veut pas qu'on embellise ses ghettos, il veut les supprimer, il faut tout son pays.

LES COMBATTANTS DU POLISARIO LIBÈRENT UNE CENTAINE DE SAHRAOUIS

Au cours d'une conférence de presse à Alger, le Polisario a annoncé que l'Armée populaire de libération a occupé la ville de Tidjegja en Mauritanie. Le Polisario a pu y tenir un meeting pendant plusieurs heures. A la suite de ce meeting, une centaine de réfugiés sahraouis dans cette ville, dont un responsable de tribu, ont rallié le Polisario. Le Front Polisario a dénoncé la présence croissante de troupes marocaines en Mauritanie.

MAROC : MOUVEMENTS DE GRÈVE

Des grèves se poursuivent au Maroc depuis plusieurs semaines. Les mouvements touchent l'industrie, les transports et les banques, particulièrement à Casablanca. D'après l'Union Générale des Travailleurs Marocains (UGTM), le pouvoir d'achat des travailleurs marocains a diminué de 25 % depuis 1973.

REVUES DES PEUPLES DU MONDE

Pékin-Information n° 6

Ce numéro contient de nouveaux éléments sur les activités de sabotage de la bande des quatre en exerçant leur contrôle à Changhaï et en provoquant des troubles dans différentes régions. Dans un article qui commence une série consacrée à la deuxième conférence nationale pour s'inspirer de Tatchaï, Kouo Feng-lien, secrétaire de la cellule du Parti de Tatchaï, retrace l'histoire de la lutte de Tatchaï, en particulier face à la bande des quatre.

Un article intitulé *«Le COMECON assailli de difficultés»* donne un tableau de l'économie des pays de l'Europe de l'Est, pillés par le social-impérialisme. Une «restrospective 1976» de politique internationale éclaire le rôle de l'URSS au Moyen-Orient. *«Impasse pour l'Union Soviétique au moyen-Orient»*.

«RFA : la défense au banc des accusés»

Cette brochure, éditée par le Mouvement d'Action Judiciaire (14, rue de Nanteuil 75015 Paris) et d'autres organisations, contient un dossier très complet sur la répression, les conditions d'exercice de la défense et les conditions de vie des prisonniers politiques en Allemagne. On y trouve une liste aussi complète que possible des prisonniers politiques et une liste des avocats poursuivis dans le cadre de la défense de délits politiques (plusieurs dizaines de procédures dont les motifs vont de l'absence de cravate à l'audience jusqu'au soutien à une grève de la faim des prisonniers).

Une étude est consacrée aux différents décrets et articles de loi qui ont permis la mise en place d'une véritable législation d'exception.

Gaoule n° 11

«Gaoulé», organe du Zagayak «pour une culture nouvelle au service du peuple guadeloupéen» fait le bilan des erreurs de l'administration coloniale et de son mépris du peuple au cours de l'affaire de la Soufrière. Il décrit les problèmes qu'ont rencontré les habitants de Basse-Terre et Grande-Terre (problèmes de travail, de logement, problèmes de scolarisation). Un article est consacré à l'abrutissement et à la tentative d'assimilation coloniale de la radio du colonialisme français «FR 3 une radio coloniale». Citons également un article sur le sport et le colonialisme et un hommage à la mémoire de Mao Tsé-toung.

Zagayak BP 1016 97178 Pointe à Pitre. Cédex

Uruguay informations

Dans ce dernier numéro, on trouve un témoignage sur la prison de Libertad aux environs de Montevideo. Il s'agit d'une lettre d'un ancien prisonnier qui y est resté trois ans : entre autres sévices, la torture psychologique par l'isolement total et l'observation constante y est pratiquée en application des méthodes inventées récemment en Allemagne. «Uruguay Informations» donne également des nouvelles sur la situation économique et la situation sanitaire et sociale.

Askatasuna

Le journal des nationalistes basques resitue les récentes concessions du gouvernement du Suarez par rapport aux exigences des Basques. L'officialisation de la langue basque et du drapeau basque n'est que très limitée. Quant à l'amnistie totale, revendication centrale, on est loin du compte. «Askatasuna» relate d'ailleurs des tortures exercées sur les prisonniers basques qui sont encore nombreux. Un interview de l'avocat Ortzi est consacré au problème de l'unité du Pays Basque en France et en Espagne.

PHILIPPINES

Le référendum qui devait avoir lieu aujourd'hui dans treize provinces du Sud des Philippines sur la création d'une région autonome musulmane, est reporté au 17 mars. Ce référendum était une première concession du gouvernement de Marcos après une guerilla de quatre ans dirigée par le Front de Libération Nationale Moro...

INTERNATIONAL

ESPAGNE :

LÉGALISATION DE PLUSIEURS PARTIS, CELLE DU PCE REMISE A PLUS TARD

Depuis jeudi dernier, le PSOE, le parti socialiste populaire, la Gauche Démocratique et plusieurs autres partis d'opposition ont été légalisés ; cela signifie qu'ils pourront exercer librement leurs activités et participer à la campagne pour les législatives. Ce processus de légalisation était indispensable pour donner une crédibilité à ces élections et intégrer l'opposition au jeu de la démocratie bourgeoise. Le PCE n'a toujours pas obtenu sa légalisation. Mais il ne s'agit que d'un ajournement, pas d'un refus. Après l'attribution d'un passeport à Carrillo, elle semble inéluctable. Il semble que le gouvernement transmette le dossier au Tribunal suprême pour ne pas prendre de décision lui-même : ces dernières hésitations sont sans doute le reflet des dernières résistances qui apparaissent au sein de la bourgeoisie espagnole à ce sujet. Même si le PCE n'est pas légalisé au moment des élections, il envisage de présenter des candidats de toute façon.

Le conseil des ministres de vendredi a décidé la création d'un conseil général de Catalogne. Il s'agit d'une tentative pour «satisfaire» les exigences des nationalistes catalans à bon compte avant les élections. La revendication minimale unitaire des organisations catalanes est le rétablissement du gouvernement autonome avec le statut de 1932.

L'EUROPE DES GRÈVES

HOLLANDE

Alors que les patrons refusent toujours la revalorisation générale de 2 % de tous les salaires, les mouvements de grève se poursuivent en Hollande. Les ports d'Amsterdam et de Rotterdam sont toujours paralysés. L'ensemble des travailleurs des transports publics ont fait grève la semaine dernière.

ITALIE

La grève des travailleurs du Livre a empêché la parution des journaux vendredi. C'est le début d'une série de journées d'action avant les conventions collectives, les patrons de la presse prévoyant des licenciements.

BELGIQUE

Le gouvernement belge a fait adopter vendredi un plan d'austérité qui comprend des taxes sur l'essence, les cigarettes, les primes d'assurances et les consommations dans les cafés et les restaurants. Un mouvement de grève contre ce plan a été décidé par les syndicats. Il y a eu la semaine dernière une grève des postiers de 24 heures suivie à 90 %. D'autres grèves par secteurs sont prévues dans les semaines qui viennent : les cheminots vendredi prochain, puis les travailleurs des transports, les fonctionnaires, etc.

DANEMARK

Le syndicat du livre danois ayant été condamné à payer des amendes à la suite d'une grève, le mois dernier contre les restructurations, les travailleurs du livre ont observé une grève de 24 heures vendredi ; la plupart des journaux n'ont pu paraître. La grève pourrait se prolonger.

GRÈCE

A Athènes, 25 000 employés du téléphone ont fait grève pendant trois jours, de jeudi à samedi. Ils ont coupé les communications semi-automatiques avec le reste du pays et les communications avec l'étranger.

GRANDE-BRETAGNE : MORT DE CROSLAND

Crosland, ministre britannique des Affaires Étrangères est mort samedi. Sa disparition met en difficulté le gouvernement travailliste, à cause des responsabilités qu'il avait dans la C.E.E. et dans la question rhodésienne, mais aussi parce qu'elle remet en cause la majorité d'une voix du gouvernement.

BREJNEV EN FRANCE AVANT JUILLET :

DEHORS !

L'AMBASSADEUR RUSSE PRÉTEND DICTER LA LOI A LA PRESSE FRANÇAISE

Brejnev a fait porter à Giscard par son ambassadeur une lettre de quatre pages dans laquelle il lui dit que la France a grandement contribué à la détente et où il annonce sa visite en France. Il y a quelques semaines, il envoyait Ponomarev dire le contraire à la Chambre des députés. En soufflant le chaud et le froid alternativement, Brejnev veut infléchir la politique de l'impérialisme français, faire plier Giscard devant lui. Alors que ses difficultés avec l'administration Carter s'accroissent, le social-impérialisme va, plus que jamais, chercher des appuis en Europe, combinant menaces et avances en direction des gouvernements comme en direction des partis révisionnistes qui veulent échapper à son contrôle.

En sortant de chez Giscard, l'ambassadeur d'URSS a attaqué la presse française : «*La presse s'acquitterait mieux de son travail si elle contribuait à resserrer les liens entre les peuples*», ce qui signifie, pour les dirigeants soviétiques, si elle cessait d'écrire sur la répression fasciste en URSS. Déjà, au mois de décembre dernier, Brejnev avait envoyé Ponomarev attaquer publiquement la politique française. Maintenant, il prétend, par l'intermédiaire de son ambassadeur, museler au profit de ses volontés hégémoniques, la presse dans les autres pays, comme il le fait chez lui. Mais ce qui permet à l'URSS de tenir des propos pareils, c'est la passivité de la bourgeoisie, qui a laissé Ponomarev s'ingérer dans les affaires intérieures de notre pays, lors de ses attaques, et des phrases du genre de celles prononcées par le porte-parole de l'Elysée, après la rencontre de l'ambassadeur et de Giscard : «*La détente reste un des axes de la politique française*».

C'est ainsi que le social-impérialisme conçoit cette politique de «détente» et l'application des accords d'Helsinki. Il crie à l'ingérence quand on dénonce ses crimes et se permet en direction des pays européens, les plus grossières ingérences.

ENCORE UN ESPION SOVIÉTIQUE EN FRANCE EXPULSÉ

Au moment où l'ambassadeur de Brejnev faisait des déclarations hypocrites sur l'amélioration des relations entre les deux pays, on apprenait qu'un fonctionnaire international attaché à l'UNESCO, Vladimir Ivanovitch Ribatchenko avait été interpellé à Paris le 10 février alors qu'il prenait possession de documents concernant un système d'informatique pouvant être utilisé par l'armée française. Il a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion.

USA-URSS : la tension persiste

Après la lettre de Carter à Sakharov, Dobrynine, l'ambassadeur d'URSS a répondu que l'URSS regrette résolument toute tentative d'ingérence sous prétexte de défense des droits de l'homme dans ses affaires intérieures». *Le porte-parole du département d'État a répliqué :* «A nos yeux, le problème du respect des droits de l'homme dépasse les frontières nationales». *A Genève, le chef de la délégation américaine a proposé à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU un télégramme pour défendre les opposants en URSS. Le représentant soviétique a rejeté ce projet.*

D'autre part, la Maison Blanche a annoncé que Carter ou son vice-président Mondale pourrait recevoir Boukovski. Rappelons que Ford avait refusé de recevoir Soljenitsyne.

Italie : l'université de Rome fermée

LA POLICE ET LE VATICAN A L'AIDE DES RÉVISIONNISTES

Samedi 40 000 étudiants ont manifesté à Rome pour protester contre l'évacuation de l'Université et les appels à la répression du PCI.

Alors que le révisionniste italien Lama, venu empêcher la poursuite de la grève des étudiants qui durait depuis une semaine, en avait été chassé par les étudiants, la police est intervenue dans la nuit pour la faire évacuer : elle est fermée jusqu'à nouvel ordre.

Lama, dans le discours qu'il a tenté de prononcer, disait que dans la période actuelle, le pays a besoin d'étudiants qui travaillent bien : «*L'université ne doit pas produire des parasites*». Dans une question écrite au gouvernement démocrate-chrétien, les députés du PCI lui reprochent de ne pas assez réprimer ce qu'ils appellent «*les attaques de voyous contre le Parti Communiste et les syndicats*». Ils ajoutent : «*Tout cela doit cesser, car c'est en profonde contradiction avec les besoins du pays, avec l'effort nécessaire pour résoudre la crise*».

De son côté, l'«Osservatore Romano», journal du Vatican, plaint les révisionnistes, non sans y voir un juste retour des choses (peut-être un effet de la Providence ?) : «*C'est peut-être la première fois que les dirigeant communistes sont sifflés, insultés et chassés de cette université qui fut pendant des années son fief et son terrain de manœuvres*».

Ce PCI, modèle de l'eurocommunisme, qui se vante de dénoncer la répression dans les pays de l'empire soviétique et qui veut être un parti qui «dialogue», dialogue surtout avec la droite démocrate-chrétienne : quand les étudiants le mettent en difficulté, il n'hésite pas à faire appel à la répression de l'État bourgeois. Ce n'est qu'un avant-goût de ce qu'il fera une fois au pouvoir.

DOCUMENT

UN LIVRE D'UN CONDAMNÉ À VIE DU PROCÈS DE CASABLANCA

L'appel de Serfaty aux juifs marocains, lancé au lendemain de l'agression israélienne de juin 1967 a retenti dans tout le monde arabe. Juif arabe, Serfaty définissait la voie de la lutte contre le sionisme et l'Etat d'Israël, comme une tâche essentielle pour les juifs arabes.

Faisant du marxisme-léninisme une arme pour extirper les racines du sionisme, il analysait la réalité de la situation des juifs dans le monde arabe. Sa démarche l'amenait aux mêmes conclusions que la Résistance Palestinienne. Mais c'est toute son expérience de révolutionnaire marocain qui fut également ainsi analysé concrètement dans une démarche marxiste. Il contribua ainsi, avec d'autres militants qui menèrent avec lui cette démarche, à fonder un mouvement révolutionnaire nouveau au Maroc, qui aspire à parachever l'indépendance nationale et à lutter pour le pouvoir prolétarien. Dès l'apparition de ce courant la police royale essaya de le traquer. Les six semaines de procès qui viennent de s'écouler ont montré que cette force, née de cette réflexion avait en elle une détermination que rien ne pouvait briser, parce qu'elle puisait ses ressources dans les luttes des masses populaires, dont les manifestations de l'été dernier, associait la libération des prisonniers politiques au mot d'ordre contre le pouvoir.

«Ils veulent tuer Abraham Serfaty», **disaient les militants arabes en évoquant les prisons de Hassan quand celui-ci promettait la démocratie. Il a été condamné à la mort lente, à la prison à vie. Mais en quittant la salle du tribunal, il a clamé : «Vive la Révolution Nationale Démocratique Marocaine», «Vive la lutte du peuple marocain», «Vive la lutte du peuple sahraoui». Le roi a voulu enterrer vivant Serfaty et ses camarades, mais les masses avec lesquelles ils ont lutté sont vivantes. Le recueil de ses écrits «Lutte antisioniste et révolution arabe» qui vient de paraître, nous donne un aperçu de la richesse de ces travaux. Nous en publions ici que quelques extraits.**

G. CARRAT

ABRAHAM SERFATY

LUTTE ANTISIONISTE ET RÉVOLUTION ARABE

Préface de HANI EL-HASSAN
Membre du Conseil révolutionnaire du FATH — Mouvement de libération National Palestinien

QUATRE VENTS EDITEUR

LE DEVOIR DES JUIFS MAROCAINS

«Depuis un mois, un certain nombre de juifs marocains se rendent compte de l'impasse totale à laquelle conduit l'emprise du sionisme sur la communauté juive marocaine. Vivant dans un pays arabe pourtant géographiquement éloigné du centre de l'agression sioniste, la profondeur de la colère et de l'émotion ressenties dans tout le pays ne peut laisser le moindre doute sur l'issue finale. (...)

D'abord les faits actuels que nous vivons : l'agression «israélienne» n'est pas à démontrer, pas plus qu'elle n'est niée. Nous montrerons que ses fondements ne sont pas «d'auto-défense» comme le laisse croire la propagande sioniste et impérialiste, mais liés à la nature de l'Etat sioniste. Notons déjà qu'au-delà du fait même de l'agression, la prétention à annexer des territoires occupés est pour le moins troublante. (...)

Il faut être en effet sérieux. Les bombardements au napalm de 1967 mais aussi les massacres de Deir Yassin en 1948 (250 hommes, femmes et enfants massacrés à la grenade et à l'arme blanche), un million et demi d'hommes chassés par ces procédés de terreur et maintenant soumis à une nouvelle terreur, voilà la réalité.

La réalité qu'il faut dire et crier, est qu'il y a un nouveau Etat nazi, et que cet Etat s'appelle «l'Etat d'Israël». Que parmi les habitants de cet Etat se trouvent d'anciennes victimes du nazisme allemand ne change rien à ce fait, pas plus que la nature de l'OAS n'était changée par la présence en son sein d'anciens résistants à l'occupant allemand. (...)

Mais la colère et la honte ne suffisent pas. Les Marocains juifs qui en arrivent à cette prise de conscience ont pour devoir de réagir : en tant que Marocains participant à la lutte dans leur pays, en tant que juifs, pour dénoncer ce monstrueux détournement qu'est le sionisme.

LE JUDAÏSME MAROCAIN ET LE SIONISME

La situation de juin 1967 est venue ainsi couronner un siècle de pénétration et de division coloniales, et un quart de siècle d'abandon de la communauté juive marocaine à l'encadrement sioniste.

Les étapes du déracinement se situent ainsi :

1) Jusqu'en 1940, formation et occidentalisation de la bourgeoisie juive marocaine. Typique est à ce sujet le numéro spécial consacré en décembre 1928 à l'essor du judaïsme marocain, par le journal mensuel «L'Avenir Illustré», édité par quelques Européens juifs installés au Maroc et des Marocains juifs issus de cette «élite» occidentalisée.

«Qu'étaient nos frères du Mayhreb il y a seulement une vingtaine d'années ? Une tribu d'Israël, isolée du reste du monde juif et en marge de la civilisation occidentale... Les juifs du Maroc, en entrant un jour dans la grande famille française, y formeront nécessairement une «province spirituelle».

La «grande famille française» devait, en 1940, «enrayer» ces ambitions.

2) La mise en place de l'encadrement sioniste.

L'arrivée de l'armée américaine, en novembre 1942, devait ouvrir de nouvelles perspectives.

Dès 1943, avec la collaboration d'officiers américains et anglais, un amalgame analogue à celui qui avait créé «L'Avenir Illustré» mit en place les bases de l'organisation sioniste. La bourgeoisie juive marocaine abandonnait l'objectif assimilationniste pour se rallier, dans sa quasi-totalité, à l'objectif sioniste. (...)

En 1945, le deuxième courant l'avait emporté complètement, tout au moins au niveau des leviers de contrôle, organique et idéologique, de la communauté juive.

Basé sur les fonds du «Joint», organisme américain dont les activités dans le monde en soutien du sionisme ont des formes parallèles à celles de la CIA, le sionisme mit en place, en particulier, l'encadrement de la jeunesse juive marocaine.

Abraham Serfaty : UNE VIE DE LUTTE

Il y a 33 ans que Serfaty entrait au parti communiste marocain, pour combattre le colonialisme français. Né en 1926, sa vie est jalonnée à partir de 1944, par les luttes des masses populaires. En 1953, il est arrêté dans la première grande manifestation ouvrière anti-coloniale, organisée en protestation contre l'assassinat par les colonialistes français, du syndicaliste tunisien Ferhat Achad. Exilé, il continue la lutte en France. Rentré au Maroc en 1956, il est nommé bientôt à la direction de l'Office Chérifien des Phosphates. Bientôt, l'erreur du parti communiste marocain apparaîtra. Pas à pas, il mènera la lutte pour faire triompher une ligne révolutionnaire, notamment pour le soutien à la Résistance Palestinienne. En 1967, il lance l'appel aux juifs marocains.

En 1968, les mineurs de Khourbga sont en grève. Serfaty publie une déclaration dans laquelle il affirme son soutien aux justes revendications des ouvriers. Il est muté dans l'enseignement. En rejoignant le groupe qui s'est organisé autour de la revue «Souffles», il animera la réflexion et le bilan sur l'indépendance de 1956 et les réponses que les différents partis lui ont apportées. La revue publiera les premières analyses de la société marocaine, jetant ainsi les bases du mouvement marxiste-léniniste. Arrêté en 1972 avec Laabi et Dakhtaoui, ils sont torturés. Les policiers leur demandent ce qu'est leur nouveau parti, ses liens avec les partis existants. Relâché, Serfaty publie ses témoignages sur la torture et poursuit son action à la tête de l'une des organisations marxistes-léninistes, Ilal Amam. En 1973, il est condamné par contumace, mais reste au Maroc dans la clandestinité. Arrêté en 1974, il poursuit la lutte depuis la prison et dans la prison, jusqu'au procès qui vient de s'achever.

JUDAÏSME ARABE ET RÉVOLUTION ARABE

Parmi les blocages idéologiques mis en place par le sionisme, l'un des plus efficaces a été jusqu'ici le blocage au concept de judaïsme arabe.

Le problème de la Palestine apparaît comme un conflit opposant arabes et juifs. Jusqu'en juin 1967, cet antagonisme était, de part et d'autre, la principale perception. D'où la dialectique idéologique sioniste-fanatisme choukeïrien.

En vérité, deux idéologies bourgeoises s'opposaient. La première, l'idéologie sioniste, née et fondée sur l'impérialisme, a pu se poursuivre avec une apparence de cohérence. Nous avons vu cependant les contradictions internes à l'Etat sioniste, mais qui sont nécessairement refoulées tant que l'idéologie arabe reste prisonnière du nationalisme bourgeois.

Mais précisément la seconde, l'idéologie bourgeoise arabe, s'est effondrée en juin 1967.

Le peuple palestinien, résurgent du tombeau historique dans lequel pensaient l'avoir enfermé, depuis 1948, l'impérialisme, le sionisme et les féodalités et bourgeoisies arabes, a commencé à faire entendre sa voix au-dessus de cet effondrement.

Entendons-nous. Nous n'accordons pas au peuple palestinien une vocation mystique. Mais les conditions objectives forgées par l'impérialisme et le sionisme ne lui laissaient d'issue que dans la prise de conscience révolutionnaire.

Cela ne veut pas dire que cette prise de conscience soit spontanée, ni que l'idéologie de la révolution palestinienne et de la révolution arabe se construise sans heurts. Mais l'impérialisme, pour consolider ses positions dans ce secteur vital pour lui qu'est le Moyen-Orient, a forgé une situation qui exige un profond processus révolutionnaire que la bourgeoisie est bien incapable de diriger. Ce processus ne peut rester limité au peuple palestinien. L'interpénétration du sionisme et des intérêts vitaux de l'impérialisme au Moyen-Orient et en Méditerranée contraint à l'inter-pénétration de la révolution palestinienne et de la révolution arabe, elle-même partie intégrante de la révolution mondiale.

Par là même, la praxis de la révolution arabe, retrouvant la seule idéologie qui puisse sous-tendre la révolution mondiale, l'idéologie du prolétariat, permet de déblayer les uns après les autres les différents mythes dont l'idéologie impérialo-sioniste avait entouré le problème palestinien.

Le pas décisif a été franchi par l'élaboration du concept d'Etat démocratique palestinien.

Extrait de : «Le judaïsme en Israël», étude réalisée à la demande du centre de documentation de l'OLP.

Pour se procurer le livre d'Abraham Serfaty, écrire à F. Della Sudda, rue de Saules 78 930 Guerville

Devenez «ABONNÉ-AMI»

DERNIER MOIS

du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNE-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- **A un abonnement au choix à :**
  - ☐ Front Rouge
  - ☐ Rebelles
  - ☐ Pékin Information
  - ☐ La Chine en construction
- **Et à un livre ou un disque au choix :**

PARMI LES LIVRES

- ☐ - 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- ☐ - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- ☐ - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- ☐ - «La Chine de Mao» par Roger Pic
- ☐ - Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- ☐ - L'Antidühring d'Engels
- ☐ - Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- ☐ - Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- ☐ - Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- ☐ - Dansons avec les travailleurs immigrés
- ☐ - Un disque de Gaies Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- ☐ - Les chants de la Résistance Palestinienne
- ☐ - Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

- **Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2e Congrès du PCRml»**
- **Sur présentation de la carte**

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :
La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims
de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5e
Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal ..... 300 F ..... ☐
Abonnement de soutien .. 500 F ..... ☐
Abonnement de soutien ..... F ..... ☐

Mode de versement :
En une fois ☐
En trois fois (échelonné sur trois mois) ☐

NOM (en capitales) .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Ville .....

DANS NOTRE COURRIER

DES LECTEURS DU QUOTIDIEN SE REUNISSENT

Nous vous envoyons le compte-rendu de la réunion de lecteurs qui s'est tenue, il y a quelques jours à Gennevilliers. Rassemblant des travailleurs de plusieurs entreprises de la banlieue Nord, elle a donné lieu à une discussion animée.

Des camarades, militants CGT dans une petite entreprise où s'est menée une grève il y a quelques semaines, sont venus expliquer qu'ils lisent le «Quotidien du Peuple» depuis la grève, car le journal a popularisé leur lutte et les a soutenus : il les a soutenus moralement : *«C'est d'un point de vue moral plutôt que d'un point de vue financier que nous avions besoin de soutien»*, alors que *«la solidarité avec les autres boîtes n'a pas été organisée»*. Mais ils n'étaient pas d'accord avec toute la ligne développée dans le journal : *«Nous ne sommes pas d'accord avec tout ce qui se passe dans la CGT»*, mais *«il ne faut pas toujours attaquer tout ce qu'elle fait» ; «On est tous dans le même bain»*.

D'autres camarades ont répondu qu'il est impossible, dans les divergences qui apparaissent au cours des luttes, de ne pas faire le lien avec les projets politiques qui sont en présence. Par exemple, il y avait eu, à l'Alsthom Saint-Ouen, une lutte au cours de laquelle les gars du PCF s'étaient opposés à la volonté des travailleurs de mettre en place une coordination. Cette politique favorisait ainsi l'échec de la grève. Dans ce cas, les projets électoraux du PCF étaient directement en cause, et il fallait dire les choses comme elles étaient. L'important était de le faire de façon convaincante, permettant au lecteur de bien voir ce qui se passait.

La discussion a également abordé le contenu des pages «politiques». Notant le fait qu'elles se sont enrichies, des camarades ont profité de la présence de Serge Livet pour lui demander comment travaillent les journalistes de cette section. Le camarade a ainsi expliqué, par exemple, comment la section politique cherche aujourd'hui à ne pas se contenter de donner l'appréciation sur tel ou tel événement, mais à donner au lecteur les éléments qui amènent cette appréciation, à lui permettre de se forger lui-même son point de vue.

Il a aussi montré comment les journalistes cherchent, dans ce domaine également, à présenter ces éléments en rapport avec la façon dont les travailleurs se posent la question : pour le plan Barre, par exemple, des camarades sont allés discuter avec des travailleurs pour celà.

La page du courrier a bien sûr été aussi examinée. Plusieurs lecteurs ont insisté sur l'intérêt qu'il y avait à utiliser cette page pour préciser grâce aux débats, des questions, des idées apparues dans tel ou tel article...

Beaucoup d'autres sujets ont été abordés ; sur le journal lui-même, mais aussi sur les luttes actuelles, les bilans qu'on en tire, sur les questions syndicales, l'état d'esprit des travailleurs dans les différentes entreprises, sur le besoin de préciser le type de société qu'on veut. La soirée ne suffisait pas pour parler de tout.

A la clôture de la réunion, tous les lecteurs présents ont jugé très positive la discussion, et ont demandé que des réunions de ce type puissent se tenir périodiquement.

Correspondant Gennevilliers

Assises contre la pollution industrielle et les maladies professionnelles

26 et 27 février, 6, rue Albert Delapparent, Paris 7ème (Centre de Conférences) ouvertes à tous.

SIX GRANDS FORUMS :
- **Le cancer et l'environnement**
- **Alimentation et pollution**
- **Nuisances industrielles et maladies professionnelles**
- **Péchiney le pollueur**
- **La pollution de l'eau, des rivières et des mers**
- **Le nucléaire et les travailleurs**

A l'appel du CLISACT, avec le soutien ou la participation du Comité Malville, du Comité de Lutte des Handicapés, du G.I.A. du Groupe Information Aménagement, Marine en Lutte, Front Paysan, Le Croquant, le MIVOC, les travailleurs de La Hague, les paysans de Braud, les ostréiculteurs, pêcheurs, mineurs, sidérurgistes, ouvriers de l'aluminium, travailleurs hospitaliers, de la Sécurité Sociale, chimistes, ingénieurs, médecins et chercheurs, juristes, et des ouvriers et médecins italiens de l'ICMESA et de SEVESO...

Travaux des forums : samedi après-midi et dimanche matin.

Projection de films (« Condamnés à réussir », etc.) : samedi soir.

Assemblée de synthèse : dimanche après-midi.

Nous attendons de votre part de nombreux témoignages et dossiers collectifs.

Vignette : 15 F (à demander au CLISACT). Logement assuré. Envoyer dossiers ou simplement annonces de participation au CLISACT, 56, rue des Guipons, 94800 Villejuif (Tél. 677 28 30, tous les soirs).

RÉUNIONS DE SOUTIEN À LA RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DÉMOCRATIQUE

Il y a un an, le 27 février 1976, était proclamée à Bir-Lahlou, la République Arabe Sahraouie Démocratique. Depuis cette date historique, marquant la volonté d'indépendance du peuple sahraoui, la situation politique et militaire a considérablement évolué au Sahara Occidental. A une période consacrée pendant les premiers mois de 1976 à l'organisation et à la survie de populations ayant dû s'exiler, a succédé une nouvelle étape.

Depuis mai 1976, une offensive militaire s'est développée au Sahara Occidental contraignant les armées d'agression maroco-mauritaniennes à la défensive. Parallèlement à cette offensive militaire et politique menée par le peuple sahraoui, de nombreux succès diplomatiques ont été enregistrés en faveur du Front Polisario. Très prochainement, doit se tenir un sommet extraordinaire de l'OUA, réunissant les chefs d'Etat, qui doit prendre position sur la question du Sahara Occidental.

Afin de commémorer le premier anniversaire de la proclamation de la République Arabe Sahraouie Démocratique, l'Association organisera en France plusieurs réunions publiques dont les deux plus importantes se dérouleront aux endroits suivants :

A PARIS, À LA MUTUALITÉ (salle C)
rue Saint Victor - 75006
LE 28 FÉVRIER À 20 h 30

A MARTIGUES, À L'OFFICE SOCIO-CULTUREL
(salle de Grès) Cours Aristide Briand 13 500
Martigues
LE 25 FÉVRIER à 20 h 30

Association des Amis de la République
Arabe Sahraouie Démocratique

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

29e épisode

C'était maintenant le tour de Michel de vouloir parler à l'Espagnol. Il ne voulait pas qu'il s'endorme :

— Nous leur avons flanqué une telle pile hier... Je crois que les Boches vont réfléchir deux fois avant de remonter.

— Tu crois ? Ils réfléchiront une fois, et enverront deux fois plus d'hommes. C'est tout !

Comme Michel restait assis, le regard sur lui, Terro se releva :

— Autant vider le sac ! Je vais te dire tout ce que je pense, comme cela il n'y aura pas de malentendu. Tu t'es fourré dans ce guêpier parce qu'au fond de toi-même tu es encore un patriotard.

Michel tressaillit.

— Oui, je répète, un patriotard ! Tu crois au drapeau français. Pire, tu es naïf. Tu crois : « Alger ne nous laissera pas tomber. » Pourquoi ? Parce qu'à Alger il y a des généraux français, et tu crois que jamais un général français ne laissera tomber des maquisards français. A tous tes calculs, tu ajoutes une inconnue X, la France. Vercors, plus X, égale victoire ! J'ai vu un général combattre son peuple, et je te réponds : Vercors, plus vingt mortiers, égale une chance.

Les yeux perdus au delà de Grenoble, au delà de la Chartreuse, Michel cherchait une réponse. Terro regarda son ami avec tristesse. Il secoua la tête, conscient peut-être d'en avoir trop dit. Puis, exténué, il se recoucha et s'endormit.

Les obus de 150 ne le réveillèrent pas.

De Grenoble, les batteries d'artillerie lourde allemande arrosaient Saint-Nizier. Michel frémit à la première explosion ; la deuxième le surprit ; à la troisième, il s'habituait déjà. Les Allemands tiraient par intervalles réguliers, sans but, dans un rayon de quelques kilomètres autour du village.

Vieljeu était trop préoccupé pour avoir peur. Il pensait au général de Terro : celui qui avait combattu son peuple. Michel se souvenait qu'un soir, au retour d'un dîner chic, Hélène lui avait demandé :

— Tu connais Jacques Valbonnais ?

— Non ! Enfin, je sais qui c'est : « l'éminence grise du Quai d'Orsay ».

— La voix grave ? La moustache teinte ?

— Possible ! Hé bien ?

— Je me suis trouvée assise à côté de lui, chez les André.

Hélène avait un vernis politique suffisant pour savoir ce qui pourrait intéresser Michel, dans une revue, dans un journal, dans une conversation mondaine :

— Il m'a pris pour une « jolie femme ». Tu sais, il est poète. Je ne peux pas affirmer qu'il était sérieux ! Enfin, voilà ce qu'il m'a dit : « Les ministres des Affaires étrangères, qu'ils soient Blum ou autre, nous nous en chargeons. Nous les mettrons dans notre poche. » Il a frappé la poche de son smoking, et il a ajouté : « Ne vous inquiétez pas, madame, il n'y aura pas d'intervention en Espagne. »

Cette phrase faisait partie, avec quelques souvenirs (l'histoire de l'Allemande, la visite de son père à l'hôpital) du « film rétrospectif » de Vieljeu. Quand il pensait à sa vie, à ses crises de conscience, à ses doutes, la scène jaillissait : Hélène devant sa coiffeuse, se polissant les ongles en citant la phrase.

Evitant d'approfondir le sujet, Vieljeu décida qu'il ne pouvait en vouloir à Terro de sa franchise. L'Espagnol avait passé des mois dans les camps de concentration français, en 39. Il devait en avoir gros sur le cœur ; cela ne forçait personne à le croire.

Vieljeu sourit à son camarade endormi, comme pour lui pardonner un défaut, et prit la route de Saint-Nizier. Dans le village, dont les quinze maisons et l'église s'étalaient le long de la route, il trouva Goderville et Brisac. Les deux capitaines confirmèrent que le bombardement allemand restait sans effet.

— Aucun blessé pour l'instant.

— Et le moral ! Il reste à voir comment les hommes tiendront le coup.

Les trois officiers descendaient vers le chalet qui servait de poste de commandement.

— Pas de nouvelles ? demanda Vieljeu.

— Si ! Les Allemands installent de l'artillerie près de la Tour Sans Venin. On les voit à la jumelle.

(à suivre)

BLOC NOTES SANTÉ

LES ECZEMAS DE CONTACT

Les inflammations de la peau ou dermites deviennent de plus en plus fréquentes et se localisent le plus souvent au niveau des mains : près d'un tiers des localisations.

On assiste, avec le développement anarchique de produits chimiques manipulés tant sur le lieu de travail, que dans la vie courante, à une recrudescence des lésions de la peau d'origine professionnelle. On estime actuellement que les dermatites représentent 50 à 80 % des maladies professionnelles.

COMMENT RECONNAÎTRE L'ECZÉMA ?

L'inflammation peut se manifester sous différentes formes, en zones de peau dépigmentées, en placards congestifs ou au contraire en placards ressemblant à de la corne (kératosiques).

Dans tous les cas, il évolue par poussées qui se calment, puis réapparaissent après quelques semaines de repos.

L'eczéma le plus courant se manifeste par une démangeaison importante souvent isolée. La rougeur de la peau apparaît ensuite, puis en quelques heures ou quelques jours, un fin semi de petits grains s'installe qui se transforme en vésicules. Rarement, les vésicules se sèchent sans laisser échapper de liquide, le plus souvent, elles éclatent et laissent s'écouler un suintement qui calme rarement les démangeaisons. Le danger à ce stade est de gratter les lésions : on les infecte alors à coup sûr.

Rougeur, suintement et croûtes qui caractérisent l'eczéma aigu pourront durer plusieurs semaines, notamment si le produit responsable est toujours au contact des mains.

Les croûtes se formeront peu à peu et recouvriront les placards suintants, puis tomberont laissant une peau lisse, rose et fragile qui redeviendra ensuite tout à fait normale.

LES CAUSES LES PLUS FRÉQUENTES DE DERMITES

A l'origine des eczémas, une irritation de la couche superficielle du derme, c'est-à-dire de la couche de la peau qui contient les petits vaisseaux, les capillaires. Du liquide s'accumule entre les cellules de la peau, provoquant la formation de vésicules, de bulles —la couche superficielle de la peau réagit en augmentant la quantité de corne.

TOUS LES PRODUITS IRRITANTS PEUVENT ENTRAÎNER DES DERMITES

Les frottements, pressions avec des objets durs et rugueux, les radiations ionisantes, les insolations brutales, les contacts répétés avec des objets chauds et froids, peuvent être à l'origine d'eczémas.

Le plus souvent ce sont les produits chimiques qui sont responsables : les produits décapants, les détergents alcoolisés, acides. Les savons, détergents provoquent l'eczéma des mains.

Des produits chimiques tels le mercure, le chrome, le nickel sont souvent responsable des dermites dues aux métaux (bijoux), cuir et ciment.

Dans les teintures, adhésifs, les résines, entrent de nombreux produits chimiques eux aussi responsables de dermatites.

Enfin souvent, ce sont les médicaments donnés pour «embellir» la peau ou la soigner qui prolongent ou aggravent les dermatoses.

Quelle qu'en soit la cause, une fois ces irritations installées, elles sont aggravées par le moindre facteur : un usage excessif du savon, des bains prolongés en utilisant les savons moussants «pour le bain» par exemple, ne font que majorer l'irritation.

On doit noter à ce propos que les hôteliers utilisent largement ces produits «détergents» pour récurer les baignoires...

De même les lésions de grattage entraînent un cercle vicieux : grattage infection, démangeaisons...

Eczéma banal du dos des mains

QUE FAIRE DEVANT UN ACCÈS D'ECZÉMA ?

La clé du traitement consiste à trouver la cause de la dermatite, éliminer ensuite le produit responsable.

Ce n'est pas toujours facile, lorsqu'on manipule plusieurs produits. On peut effectuer des tests pour déterminer le responsable.

En attendant de trouver la cause, le plus simple est de calmer les démangeaisons, par exemple, avec de l'aspirine ou des anti-prurit tels les polaramines par la bouche.

Les hormones corticoïdes sont dangereuses car elles diminuent les défenses et ouvrent la porte aux infections. Elles peuvent simplement être appliquées à doses très faibles en pommade sur les lésions pour calmer les démangeaisons.

Il est essentiel aussi de limiter les savonnages. On doit se contenter en attendant la guérison de lavages à l'eau tiède des régions atteintes.

La difficulté consiste ensuite à faire prendre en charge le changement de poste s'il est nécessaire comme maladie professionnelle. Toutes les dermatites professionnelles ne sont pas reconnues comme telles, et pour être indemnisées, doivent répondre aux critères de la réglementation.

Docteur QdP

Programme télé

LUNDI 21 FEVRIER

TF1

10 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les enfants : les patapluches - l'île aux enfants
19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui - feuilleton
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'Arrangement - Film d'Elia Kazan (1969)
Un homme réfléchit sur son passé et la société qui l'entoure...
22 h 30 - Portrait d'Élia Kazan
23 h 00 - Journal

A2

18 h 00 - Fenêtre sur... Vent d'Est, un autre théâtre
Le théâtre vietnamien
18 h 35 - Les histoires de l'Histoire : Hardi les Francs
18 h 45 - Flash journal
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - La tirelire
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 50 - Débat : la mairie de Paris
22 h 50 - L'huile sur le feu - A propos de Beaubourg, Robert Bordaz contre George Fillion député PS
32 h 30 - Journal

FR3

18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 00 - Magasines régionaux
19 h 20 - Actualutés régionales
19 h 40 - Tribune libre (le PRP)
20 h 00 - Les jeux de 20h
20 h 30 - Deux hommes dans l'ouest
Wester américain
22 h 35 - Journal

le quotidien du peuple

Le prolétariat textile du Nord face à la crise

2

LE «REDEPLOIEMENT» A QUEL PRIX ?

Reportage de Julien Leblond

«... Cela suppose que l'industrie textile s'adapte aux conditions actuelles par des efforts de restructuration, de productivité et d'innovation» (Barre devant les députés le 9 décembre 76).

L'industrie textile du Nord compte ***102 000 emplois. Patrons et gouvernement préparent une saignée de 20 000 emplois d'ici trois ans. L'un des responsables CGT du textile de Roubaix-Tourcoing explique dans quelles conditions les patrons entendent réaliser leurs projets...***

Roubaix-Tourcoing métropole du textile

Roubaix et Tourcoing sont vouées à l'industrie textile. Même au rythme actuel de 1000 à 1200 suppressions d'emplois chaque année, c'est la plus puissante concentration des filatures et tissages de laine et coton au sein d'une région, elle aussi largement vouée à cette industrie : de Calais à Cambrai, d'Armentières à St-Quentin, ce sont des centaines de milliers de prolétaires de cette région qui ont filé, tissé et fabriqué une part importante de vêtements pour les générations successives de notre peuple. Et cela, depuis plus d'un siècle.

Il est difficile de chiffrer avec exactidute le nombre de travailleurs du textile pour la seule concentration de Roubaix-Tourcoing : *«Il faut tenir compte de multiples variations et les syndicats et groupements patronaux qui communiquent les chiffres au début de chaque printemps «omettent» le plus souvent de retrancher les suppressions d'emplois qui sont arrivées à échéance au cours des derniers mois écoulés,* nous confiait un syndicaliste CGT. *Cette année encore, nous nous en tiendrons au chiffre approximatif de 50 000 travailleurs dans le textile pour les seules places de Roubaix et Tourcoing, ouvriers et ouvrières étant employés en proportions égales dans les usines».*

La déportation quotidienne pour les filles des Mines...

Sur les 50 000 travailleurs, tous n'habitent pas à proximité des lieux de production. Telles ces quelques 10 000 ouvrières qui empruntent chaque jour les lignes de car affrêtées spécialement pour venir du bassin minier. Après une moyenne de 30 à 40 km de trajet dans la nuit, elles descendent le matin à 5 h aux portes de l'usine, les yeux encore tout embués de sommeil, et s'engouffrent dans les bistrots d'en face... Juste le temps d'un café arrosé avant le chemin de l'atelier. Quand elles en sortent, les cars ont déversé le flot des ouvrières de l'équipe de l'après-midi qui n'auront le plus souvent que l'éternel cornet de frites comme repas de midi.

Au total, elles sont plus de 12 heures hors de chez elles et la maigre prime de transport qui leur est versée est bien loin de couvrir l'intégralité des frais de voyage.

Les prolétaires de la nuit

21 heures : place aux équipes de nuit qui sont allées sans cesse en se développant avec les exigences capitalistes de productivité, et la modernisation constante des filatures. La majorité des équipes de nuit sont composée de travailleurs immigrés, algériens, espagnols, portugais... Ils comptent pour 20 % des travailleurs du textile résidents à Roubaix. Ce sont eux aussi qui peuplent les dernières courées de Roubaix que s'acharne à résorber la municipalité «socialiste». Comme le dit Ahmed, conducteur-tractioniste chez Lemaire et Dilliers : *«Nous sommes les prolétaires de la nuit...»,* enchaînés aux postes les plus pénibles : la carde, le peignage, la teinture, surtout dans les filatures de coton.

Les ouvriers belges ont repassé la frontière...

Les travailleurs immigrés sont arrivés en masse par vagues successives à partir de 1953-56 à mesure que les ouvriers belges repassaient les frontières : les accords de bonification régulièrement signés entre les gouvernements belges et français pour effacer les disparités monétaires ne garantissaient plus aux travailleurs frontaliers leurs avantages d'antan. Parmi eux, ne viennent plus travailler en France chaque jour que les travailleurs belges hautement qualifiés...

—Quotidien du Peuple : Au stade actuel de l'évolution de l'industrie textile, il apparaît que cette industrie est aujourd'hui dominée par un nombre limité de grands groupes et particulièrement dans le Nord, le groupe Prouvost-Masurel-Lainière de Roubaix, le groupe Mulliez-DMC-Phildar, le groupe Agache-Willot, les deux premiers régnant sur Roubaix-Tourcoing. A côté de ces «géants», gravitent un certain nombre de groupes et entreprises de moindre importance. Quelles tendances se dessinent aujourd'hui dans la restructuration de l'industrie textile, notamment sur Roubaix-Tourcoing ?

—Effectivement, l'industrie textile sur Roubaix-Tourcoing est largement dominé par ces deux à trois grands groupes et il ne subsiste plus guère qu'un petit noyau d'entreprises apparemment «indépendantes».

Mais on peut d'ores et déjà affirmer nettement que l'orientation de ces grands groupes n'est pas à absorber ces entreprises «indépendantes», mais, au contraire à les coincer par un mode assez particulier de sous-traitance, compte-tenu que ces moyennes entreprises connaissent de graves difficultés. Je prendrai un premier exemple avec une entreprise comme «Glorieux» dans l'industrie cotonnière. Cette entreprise réalise du linge de maison en tissage intégré. C'est-à-dire qu'elle reçoit le fil et confectionne l'article en tissu éponge (nappe de table, taie d'oreiller, etc.).

Cette entreprise est en difficulté depuis plusieurs années et il serait facile à des géants comme DMC ou Willot qui domine le marché, de l'absorber. Or, ils ne le font pas. Tout simplement, parce que cet article est dangereux du point de vue de la rentabilité capitaliste : trop lié aux fluctuations de la consommation et farouchement concurrencé par des importations à prix défiants toute concurrence. Dans ces conditions, DMC, instruit de l'expérience de Masurel qui fit faillite avec semblable affaire, préfère ne pas acheter «Glorieux» mais uniquement lui faire faire le travail. Pour peu que le marché subisse une crise aiguë, l'entreprise pourra s'effondrer sans que cela pèse pour autant sur DMC qui n'y aura investi qu'un minimum de capitaux...

C'est un système qui est en passe d'être généralisé avec le tout récent «plan Maille» destiné à «sauver» l'industrie française de la bonnetterie et qui institue une bourse de la sous-traitance au profit de la vente par catalogue (Redoute, Trois Suisses, étroitement contrôlés par les grands groupes de Roubaix-Tourcoing).

Il s'agit en somme de faire tourner de petites entreprises qui produisent en quantité relativement limitées et dont les machines sont amorties depuis longtemps, plutôt que faire tourner de grosses manufactures comme la «Lainière de Cambrai» par exemple.

On en vient ainsi à ce que de grosses entreprises, comme Phildar à Roubaix, mette ses 2 000 ouvriers en chômage partiel, comme du 1er octobre au 31 décembre de l'année dernière, pendant que des sous-traitances peuvent tourner à 40 heures.

Si les grands groupes modifient ainsi leur politique par le biais de la sous-traitance en France comme à l'étranger, c'est que fondamentalement, les crédits restrictifs, les blocages du plan Barre les conduisent à ne plus tenter la grande production de masse, mais tout au plus à prendre sous leurs ailes un certain nombre de ces sous-traitants français et étrangers, comme prolongements de leur activité en les spécialisant ou en les faisant produire des petites séries intéressantes conjoncturellement, mais qu'ils peuvent tout aussi bien laisser tomber du jour au lendemain.

Cela aiguise d'ailleurs des appétits chez certains sous-traitants qui en viennent à se constituer en véritables groupements économiques, qui maintiennent ainsi des petites boîtes de 50 personnes ou qui en crée en France ou à l'étranger.

Cela n'empêche nullement et même aide les grands groupes à affirmer leur force financière, à asseoir leur domination et étendre leurs tentacules. Au point qu'aujourd'hui, ces mêmes grands groupes souhaitent et programment l'éclatement de leur grosses unités qui excèderaient 2 000 personnes. C'est, en tous cas, l'orientation dictée par Sarre dans le groupe Prouvost. On vient d'en avoir un début de confirmation avec la «Lainière de Cambrai»... Ainsi, des grands groupes sont amenés à licencier en même temps que des petites entreprises sont étranglées. Cela crée de tous les côtés, une situation extrêmement dangereuse et grave pour l'emploi.

—QdP : Et une situation tout aussi dangereuse pour l'avenir des luttes de la classe ouvrière ?

—Effectivement, si l'on tient compte que dans le même temps, ces groupes entendent réorganiser leur système de production. Prenons ainsi l'exemple de la production du fil à tricoter dans le groupe Mulliez-Phildar. Il possède sa filature-rétorderie, sa teinturerie, son pelotonnage et son service expédition, tout ceci en quatre unités bien distinctes. Or, le groupe vient de décider de transformer les quatre unités en autant d'unités réintégrés qui cumuleront ainsi chacune des opérations dans un même établissement. Il avance comme raison que c'est par un souci d'«enrichissement» des tâches qui étaient trop parcellisées. Pure démagogie. Quand on sait que récemment une grève a coincé l'un des secteurs, comment ne pas comprendre qu'ils se montrent prévoyants ? La même politique semble fortement intéresser les autres groupes comme Prouvost-Lainière de Roubaix...

«PRODUIRE A ROUBAIX UN MAL NÉCESSAIRE...»
(Le PDG de Phildar)

- Finis les costumes de luxe ! La belle draperie de fantaisie, l'orgueil des tisserands roubaisiens et tourquennois, est abandonné sans retour. Les gammes inférieures telles que les fabriques Prouvost-Lepoutre survivent difficilement aux fibres synthétiques, tergal, etc... et au fléchissement du revenu de certaines classes moyennes !
- Les filatures de laine peignée sont menacées. Stagnation du fil à tricoter (*«il faut pourtant encore le produire ici, c'est un mal nécessaire»* a dit le PDG de Phildar) mais une partie importante des filés et des écrus part en sous-traitance en France ou en Europe, le Tiers-Monde ne disposant pas toujours de la technologie nécessaire.
- Abandon confirmé des fils bonneterie (importations du Sud-Est asiatique) et surtout des fils tissage : saturation et récession des exportations en masse de fils qui reviennent sous forme de tissu et de costumes d'Allemagne ou d'Italie.
- Dans la machine textile, Thibot-Tourcoing s'écroule.
- Enfin, les secteurs de haute technicité (impression et teinture) comme Sublistatic-Prouvost sont en très sérieuse perte de vitesse. Prouvost préfère les installer au Brésil. Ce n'est pas fini...

«Il faut poursuivre la modernisation des structures aussi bien économiques que techniques de l'appareil de production et l'accompagner d'un effort national d'implantation à l'étranger permettant les échanges avec les entreprises nationales». M. Hannart, président du patronat du textile du Nord devant le Comité économique et social en décembre 76.